RAPPORT DE GESTION
EXERCICE 2021

www.tibi.be

tibi

Entreprise publique de gestion intégrée des déchets

SOMMAIRE

Rapport de Gestion 2021 de l'Organe d'administration à l'Assemblée générale du 29 juin 2022

1. STRUCTURE DE L'ORGANISATION 3
2. SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS 5
3. LES RÉSULTATS ENVIRONNEMENTAUX 5
4. LES RÉSULTATS FINANCIERS 7
5. LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES LIÉES ET AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION 10
6. JUSTIFICATION DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ ET D'AUDIT D'AU MOINS UN MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT 13
7. MARCHÉS ATTRIBUÉS EN 2021 14
8. STRUCTURE DE L'EMPLOI 18
9. ANNEXES 20
   - 9.1 BNB 20
   - 9.2 RAPPORT DES RÉVISEURS 70
   - 9.3 RAPPORT DU COMITÉ DE RÉMUNÉRATION (L-1523-17) 74
   - 9.4 RAPPORT DE RÉMUNÉRATION DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION (L6421-1) 76
   - 9.5 STATISTIQUES COLLECTES 82
   - 9.6 INFORMATIONS 88

1. STRUCTURE DE L'ORGANISATION

A. Structure

Société coopérative à responsabilité limitée.

L'adaptation au nouveau code des sociétés et des associations sera réalisée en 2024, cependant des adaptations ont déjà été réalisées dans ce rapport avec notamment le remplacement de « Code des sociétés » par « Code des sociétés et des associations » et « Conseil d'administration » par « Organe d'administration ».

B. Associés

PARTS SOCIALES DE CATÉGORIE A :

AISEAU-PRESLES	9.554 parts sociales
ANDERLUES	11.421 parts sociales
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	14.511 parts sociales
CHARLEROI	112.153 parts sociales
CHATELET	20.039 parts sociales
COURCELLES	15.858 parts sociales
FARCIENNES	7.022 parts sociales
FLEURUS	22.316 parts sociales
FONTAINE-L'EVEQUE	10.835 parts sociales
GERPINNES	6.616 parts sociales
HAM-SUR-HEURE/NALINNES	5.253 parts sociales
LES BONS VILLERS	8.106 parts sociales
MONTIGNY-LE-TILLEUL	4.479 parts sociales
PONT-A-CELLES	15.352 parts sociales

PARTS SOCIALES DE CATÉGORIE B :

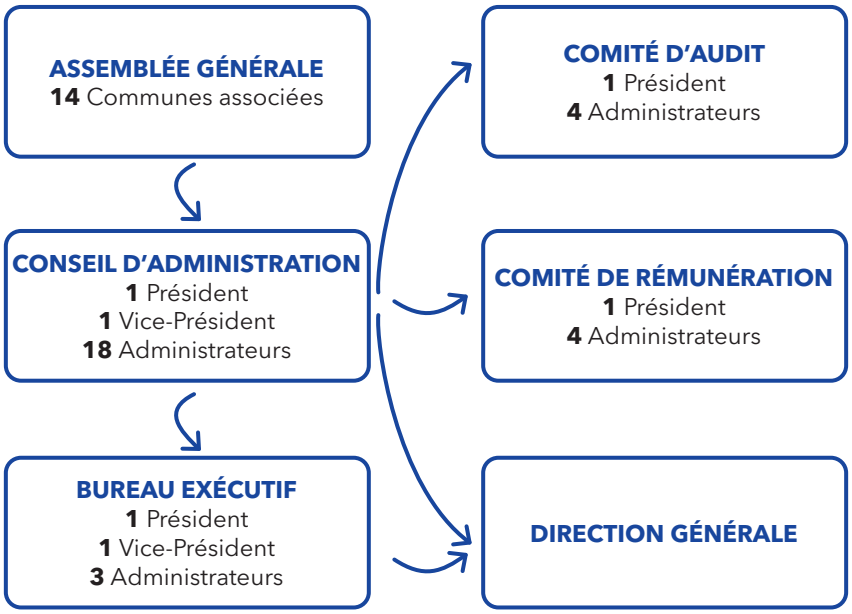
IGRETEC	1 part sociale
ISPPC	1 part sociale
CPAS de Charleroi	1 part sociale
CPAS d'Aiseau-Presles	1 part sociale
CPAS d'Anderlues	1 part sociale
CPAS de Châtelet	1 part sociale
CPAS de Courcelles	1 part sociale
CPAS de Farciennes	1 part sociale
Zone de Police Brunau	1 part sociale
Zone de Secours Hainaut Est	1 part sociale
Zone de Police Aiseau/Châtelet/Farciennes	1 part sociale

PARTS SOCIALES DE CATÉGORIE C :

CHARLEROI « Secteur 2 – Propreté »	1 part sociale

C. Organes décisionnels ou consultatifs

Tibi est administrée par cinq organes de gestion, que sont l'Assemblée générale, l'Organe d'administration (=Conseil d'administration), le Bureau exécutif, le Comité de rémunération et le Comité d'audit, comme le schématise l'organigramme repris ci-dessous :



Nom	Prénom	Début de mandat	Fin de mandat	Parti	Commune	Bex	CA	CREM	CAud
Président									
CASAERT	Léon	01-10-20		PS	Charleroi	•	•		
Vice-Président									
DOLIMONT	Adrien	25-06-19		MR	Ham-sur-Heure	•	•		
Administrateurs									
BANGISA	Gaëtan	01-10-20		PS	Charleroi	•	•		
CHARLET	Eric	26-11-20		PS	Chapelle-lez-Herlaimont		•		•
CHARLIER	Philippe	01-07-18		CDH	Aiseau-Presles	•	•		
CHOËL	Manon	03-12-18		MR	Charleroi		•		•
DEBROUX	Benjamin	25-06-19		ECOLO	Charleroi		•		
DENYS	Laurence	25-06-19	24-02-21	PS	Farciennes	•	•		
FELON	Maxime	25-06-19		PS	Charleroi		•		•
FIEVET	François	01-01-21		MR	Fleurus		•		
GRENIER	Dominique	01-07-18		PS	Aiseau-Presles		•		•
LAURENT	Christine	25-06-19		CDH	Gerpinnes		•	•	
LIPPE	Laurent	01-03-17		PS	Pont-à-Celles		•	•	
LO RUSSO	Antonella		24-02-21	PS	Farciennes	•	•		
LORAND	Francis	01-03-17		PS	Fleurus		•	•	
MOSCARIELLO	Annibale	01-03-17		PS	Anderlues		•		
MOULIN	Mathieu	23-09-20		MR	Montigny-le-Tilleul		•	•	
PERIN	Mathieu	25-06-19		CDH	Les Bons Villers		•		•
TIMMERMANS	Emilie	25-06-19		ECOLO	Fontaine-l'Evêque		•		
TOUSSAINT	Marie-France	25-06-19		PS	Châtelet		•	•	
VAN ISACKER	Pierre-Olivier	25-06-19		MR	Courcelles		•		

Bex=Bureau exécutif / CA=Conseil d'administration = Organe d'administration / CRem=Comité de rémunération / CAud=Comité d'audit

2. SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

L'année 2021 a encore été particulièrement marquée par les conséquences de la pandémie de la COVID-19.

Ceci a amené l'Intercommunale à faire preuve d'une grande flexibilité et, malgré diverses contraintes (disponibilité des personnes et du matériel), à mener à bien de nombreuses réalisations et à pouvoir répondre rapidement à des demandes urgentes (ex: inondations qui ont touché de nombreuses Villes et Communes wallonnes en juillet 2021).

Dans le cadre du projet de Label « Ecole Plus Propre », l'Intercommunale a accompagné 19 écoles et les a encadrées dans la mise en œuvre d'un plan de réduction des déchets et d'amélioration du tri et de la propreté au sein de leurs établissements et de leurs abords.

Une toute nouvelle action intercommunale de prévention des déchets a été lancée fin 2021, à savoir une BD de 32 pages proposée aux élèves de 1ère et 2ème année des écoles secondaires afin de les sensibiliser aux gestes « Zéro Déchet ».

2021 a aussi vu la concrétisation et le lancement officiel de la plateforme collaborative MyTibi donnant à tous les agents accès à une série d'informations utiles dans le cadre de leur travail.

Dans une volonté d'assurer le bien-être de ses collaborateurs, l'Intercommunale a investi dans un nouveau bâtiment opérationnel qui accueille, depuis juillet 2021, l'ensemble du personnel des Unités Propreté Publique et Collectes. Avec l'avènement de ce nouveau bâtiment équipé des infrastructures adéquates, Tibi a pu poursuivre l'intégration de personnel ouvrier féminin au sein de la Propreté Publique concrétisant ainsi le souhait de l'Intercommunale de favoriser la mixité au cœur de ses métiers.

Par ailleurs, depuis juin 2021, notre Intercommunale Tibi assure également l'intégralité de la Propreté Publique sur l'ensemble du territoire de la Ville de Charleroi.

Au niveau du tri en vue du recyclage, afin de pouvoir, dès le 1er juillet 2021, trier en 14 fractions distinctes le contenu du «Nouveau Sac Bleu» de près de 1,7 millions d'habitants, le Centre de tri VALTRIS a été étendu et totalement modernisé.

Le chantier de modernisation de l'UVE s'est, quant à lui, terminé en avril 2021, par la pose des derniers bardages et certains aménagements de voiries.

La sécurité de notre personnel restant plus que jamais au centre de notre attention, la volonté a été mise sur la pérennisation des grands axes de notre stratégie initiée en 2020, qui met en évidence l'évolution de la culture «sécurité» de notre Intercommunale vers l'interdépendance. La réflexion relative à la création de l'école de formation à nos métiers s'est poursuivie en 2021. Le volet «sécurité» de cette école est déjà une réalité : les cours de secourisme, d'utilisation des extincteurs, d'analyse d'accidents par arbre des causes et les formations spécifiques à la gestion de l'amiante-ciment ont tous été internalisés.

L'Intercommunale a également continué à investir dans la sécurité de son personnel en équipant l'ensemble de ses recyparcs d'un système de vidéosurveillance.

Enfin, Tibi a poursuivi en 2021 le « verdissement progressif » de sa flotte de véhicules avec l'acquisition de 17 nouveaux camions roulant au CNG.

En définitive, cette année encore et malgré les difficultés, nous avons pu continuer à assurer notre mission essentielle de service public pour le bien de l'ensemble des citoyens de notre territoire intercommunale et ce, grâce à notre personnel et à son investissement.

Le détail de toutes les réalisations ainsi que la stratégie de Tibi pour les années futures sont repris dans le rapport d'activités et le Plan Stratégique triannuel 2020-2022.

3. LES RÉSULTATS ENVIRONNEMENTAUX

3.1 Déchets résiduels

À nouveau, une augmentation de la quantité de déchets résiduels produite est constatée en 2021. Cette quantité atteint 173 kg par an et par habitant, soit 2,2 kg au-dessus du résultat atteint en 2020. Cela correspond à une évolution de + 1,3 %.

L'impact de la crise sanitaire sur la production de déchets ménagers constaté en 2020 s'est prolongé tout au long de l'année 2021. L'augmentation de la production de déchets ménagers peut très vraisemblablement encore être imputée en 2021 à une présence accrue des ménages à leur domicile, ainsi qu'à une évolution de leurs habitudes de consommation. En revanche, l'analyse des données n'a pas permis de mettre en évidence un éventuel impact des inondations de juillet 2021 sur la production de déchets ménagers résiduels.

L'augmentation des déchets résiduels est particulièrement marquée sur les Communes d'Aiseau-Presles (+ 5 %) et d'Anderlues (+ 7 %) ; Farciennes voit également sa production de déchets résiduels augmenter significativement entre 2020 et 2021 (+ 22 %), celle-ci restant néanmoins largement inférieure à ce qu'elle était en 2019 (- 44 %) grâce à la mise en place du système de collecte par conteneurs à puce.

L'analyse montre également que les quantités de déchets résiduels produites par habitant sur le territoire des cinq Communes collectées en sacs restent supérieures à la moyenne générale de la zone.

3.2 Déchets en provenance des recyparcs

La quantité globale de déchets collectés dans les recyparcs a augmenté de 8.097 tonnes ou + 9 % en 2021 par rapport à 2020 : elle atteint 99.790 tonnes, une quantité inédite depuis l'ouverture des recyparcs au public en 1994, bien que cela ne se traduise pas par une diminution des quantités de déchets collectés en porte-à-porte. Cette augmentation est généralisée à l'ensemble des recyparcs, à la seule exception de celui de Charleroi I (Couillet 1), dont les tonnages se stabilisent. Cette augmentation est particulièrement marquée sur Les Bons Villers (+ 17 %), Charleroi II (Ransart) (+ 11 %) et Gerpinnes (+ 10 %).

L'augmentation concerne principalement les déchets verts, les déchets inertes et les déchets encombrants/bois/plastiques durs.

Cette augmentation ne semble pas être liée aux inondations de juillet 2021. En effet, même si une certaine tolérance a été appliquée sur les apports quotidiens des usagers à la suite des inondations, elle ne s'est pas traduite par une augmentation particulière des quantités récoltées sur les recyparcs, ni en juillet, ni en août 2021 ; en effet, ce sont les mois d'avril et de juin 2021 qui ont drainé les plus fortes quantités de l'année 2021 avec respectivement 11.656 et 10.912 tonnes de déchets collectés.

3.3 Déchets collectés sélectivement en porte-à-porte

Il s'agit en l'occurrence du verre, du papier/carton, du PMC et des déchets organiques pour les Communes ayant mis en place la collecte de cette dernière fraction.

En 2021, les collectes sélectives en porte-à-porte ont permis de récolter 9.432 tonnes de verre (soit + 93 tonnes ou + 1 % par rapport à 2020).

Il convient de noter que, depuis avril 2019, une nouvelle collecte sélective de verre à l'aide de conteneurs enterrés a été déployée dans le quartier « District Créatif » de Charleroi.

Les quantités de papier/carton collectées en porte-à-porte augmentent de nouveau en 2021, comme en 2020 : elles atteignent 15.059 tonnes en 2021, soit une augmentation de 497 tonnes ou de 3 % par rapport à 2020.

La collecte du Nouveau Sac Bleu, qui avait démarré en expérience pilote sur Aiseau-Presles et Farciennes dès janvier 2020, s'est étendue à l'ensemble des Communes associées de Tibi en juillet 2021.

Les quantités récoltées sont en augmentation de 1.014 tonnes par rapport à 2020 et atteignent 7.742 tonnes en 2021 (+ 15 %). Cette augmentation est particulièrement marquée à Gerpinnes (+ 54 tonnes ou + 30 %) et à Fontaine-l'Evêque (+ 60 tonnes ou + 24 %).

Les quantités de déchets organiques collectées en kg par an et par habitant sont conformes aux résultats attendus puisqu'on obtient une moyenne de 33 kg par an et par habitant, soit – 129 tonnes ou – 3 % par rapport à 2020, pour l'ensemble des Communes concernées. Une telle diminution peut être reliée à l'arrêt de la collecte des langes d'enfants dans les déchets organiques au 1er janvier 2021.

4. LES RÉSULTATS FINANCIERS

4.1 Secteur 1

4. 1.1 Résultat 2021

Les chiffres 2021 après annulation des transactions inter-secteurs et avant transfert de frais généraux vers le secteur 2 se répartissent comme suit :

COMPTE D'EXPLOITATION SECTEUR 1

	2020	2021
TOTAL DES DEPENSES	**64.343.962,45 €**	**66.835.539,08 €**
60-61 Achats et Biens et services divers	25.694.031,11 €	25.065.277,02 €
62 Personnel	28.999.760,51 €	29.789.781,80 €
63 Amortissements, réductions de valeurs, provisions	6.083.763,45 €	8.399.376,22 €
64 Autres charges d'exploitation	1.441.762,50 €	1.764.815,44 €
65 Charges financières	1.248.358,06 €	1.184.514,62 €
66 Charges exceptionnelles	840.953,46 €	593.833,03 €
67 Impôts	35.333,36 €	37.940,95 €
TOTAL DES RECETTES	**25.419.248,96 €**	**25.882.580,21 €**
70 Chiffre d'affaires (sacs, conteneurs)	15.926.183,82 €	17.079.929,23 €
74 Autres produits d'exploitation	7.891.405,56 €	7.307.843,07 €
75 Produits financiers	1.392.412,38 €	1.317.704,87 €
76 Produits exceptionnels	209.247,20 €	177.103,04 €
77 Impôts		- €
COÛT DE L'EXERCICE	**38.924.713,49 €**	**40.952.958,87 €**
Rétrocessions et produits affectés	-8.360.505,92	-9.838.341,19
COÛT NET	**30.564.207,57 €**	**31.114.617,68 €**

Le coût net du budget 2021 du secteur 1 s'élevait à 31.135.198,14 €. Le résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 2021 donne un coût net s'élevant à 31.114.617,68 €, soit un boni de 20.580,46 € par rapport au budget initial.

4.1.2 Charges et produits exceptionnels

Pour cet exercice, le montant des charges exceptionnelles se chiffre à 593.833,03 €.

Les postes les constituant sont 216.900 € pour la perte de subsides sur la ligne 2 de l'Unité de Valorisation Energétique et 376.933,02 € de prise en charge de frais d'exercices antérieurs dans le cadre d'études préalables à projets.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 177.103,04 €. Ils proviennent principalement de la révision du taux de tva récupérable de 2020.

4.1.3 Affectation du résultat

Nous proposons de procéder à la répartition du résultat par l'intervention des associés détenteurs de parts sociales de catégorie A dans la perte à raison de 40.952.958,87 € conformément aux dispositions statutaires. Cependant, le coût net à charge des Communes, déduction faite des rétrocessions et produits affectés, s'élève à 31.114.617,68 €.

L'affectation de ce résultat pour les Communes du secteur 1 sera réalisée suivant la clé de répartition des charges approuvée par l'Organe d'administration en date du 30 août 2010.

4.2 Secteur 2 (Propreté et salubrité publique)

4.2.1 Résultat 2021

Les chiffres 2021 avant transfert de frais généraux depuis le secteur 1 se répartissent comme suit :

COMPTE D'EXPLOITATION SECTEUR 2

	2020	2021
TOTAL DES DEPENSES	**5.787.916,92 €**	**9.336.010,35 €**
60-61 Achats et Biens et services divers	1.418.811,65 €	1.978.391,33 €
62 Personnel	3.688.629,80 €	6.349.219,24 €
63 Amortissements, réductions de valeurs, provisions	662.888,43 €	977.818,26 €
64 Autres charges d'exploitation	10.292,63 €	1.855,67 €
65 Charges financières	7.294,41 €	28.725,85 €
66 Charges exceptionnelles	- €	- €
67 Impôts	- €	- €
TOTAL DES RECETTES	**495.097,18 €**	**701.454,59 €**
70 Chiffre d'affaires (sacs, conteneurs)	3.293,66 €	17.972,94 €
74 Autres produits d'exploitation	444.405,85 €	682.981,65 €
75 Produits financiers	- €	- €
76 Produits exceptionnels	47.397,67 €	500,00 €
77 Impôts	- €	- €
COÛT DE L'EXERCICE	**5.292.819,74 €**	**8.634.555,76 €**

Le coût net du budget 2021 du secteur 2 s'élevait à 9.231.755,45 €. Le résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 2021 donne un coût net s'élevant à 8.634.555,76 €, soit un **boni de 597.199,69 €** par rapport au budget initial.

4.2.2 Charges et produits exceptionnels

Néant.

4.2.3 Affectation du résultat

Nous proposons de procéder à la répartition du résultat par l'intervention des associés détenteurs de parts sociales de catégorie C dans la perte à raison de 8.634.555,76 € conformément aux dispositions statutaires.

L'affectation de ce résultat pour les Communes sera réalisée en fonction des critères établis par les organes de gestion suivant la clé de répartition des charges du secteur 2.

4.3 Résultat des secteurs 1 et 2 consolidés

Les chiffres 2021, après transfert des frais généraux (494.855,89 €) du secteur 1 vers le secteur 2 et consolidation, se répartissent comme suit :

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDE

		2020	2021
	TOTAL DES DEPENSES	**70.659.043,72 €**	**76.666.405,32 €**
60-61	Achats et Biens et services divers	27.640.007,11 €	27.538.524,24 €
62	Personnel	32.688.390,31 €	36.139.001,04 €
63	Amortissements, réductions de valeurs, provisions	6.746.651,88 €	9.377.194,48 €
64	Autres charges d'exploitation	1.452.055,13 €	1.766.671,11 €
65	Charges financières	1.255.652,47 €	1.213.240,47 €
66	Charges exceptionnelles	840.953,46 €	593.833,03 €
67	Impôts	35.333,36 €	37.940,95 €
	TOTAL DES RECETTES	**26.441.510,49 €**	**27.078.890,69 €**
70	Chiffre d'affaires (sacs, conteneurs)	15.929.477,48 €	17.097.902,17 €
74	Autres produits d'exploitation	8.862.975,76 €	8.485.680,61 €
75	Produits financiers	1.392.412,38 €	1.317.704,87 €
76	Produits exceptionnels	256.644,87 €	177.603,04 €
77	Impôts	- €	- €
	COÛT DE L'EXERCICE	**44.217.533,23 €**	**49.587.514,63 €**
	Rétrocessions et produits affectés	- 8.360.505,92 €	- 9.838.341,19 €
	COÛT DE L'EXERCICE	**35.857.027,31 €**	**39.749.173,44 €**

Le coût net du budget 2021 des secteurs 1 et 2 consolidés s'élevait à 40.366.953,59 €. Le résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 2021 donne un coût net consolidé de 39.749.173,44 € soit un **boni de 617.780,15 €** par rapport au budget initial.

4.4 Risques et incertitudes

L'Organe d'administration ne peut préjuger des risques inhérents à toute activité économique qui pourraient modifier les perspectives de la société.

Cependant, tenant compte des comptes annuels de la société, aucun risque majeur n'est à signaler quant à la continuité de l'entreprise, sous réserve des évènements dont il est question au point 4.5, dont les incidences restent incertaines à ce jour.

4.5 Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun élément important n'est à signaler.

4.6 Circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société

La crise géopolitique actuelle, l'augmentation des frais énergétiques ainsi que l'inflation ayant un impact sur les frais de personnel (indexations non budgétées par exemple) auront indéniablement un impact sur nos activités pour l'année 2022. Il est néanmoins impossible à ce stade d'en évaluer exactement l'importance.

4.7 Activité recherche et développement

Néant.

4.8 Règles de continuité

Compte tenu de l'intervention statutaire des associés dans la perte, la justification des règles de continuité reprises à l'article 3:6 paragraphe 1 alinéa 6 du Code des sociétés et des associations permet de conclure au maintien de l'application des règles comptables en continuité.

4.9 Acquisition d'actions propres

Néant.

4.10 Succursales

Néant.

4.11 Utilisation d'instruments financiers

L'Intercommunale n'a pas pour politique de recourir à l'usage d'instruments financiers particuliers l'exposant à des risques financiers.

4.12 Litiges gérés par l'Organe d'administration et/ou le Bureau exécutif au cours de l'exercice

Néant.

5. LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES LIÉES ET AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

En respect des articles L1512-5 et L1523-13 § 3 du CDLD, les entreprises dans lesquelles l'Intercommunale détient des parts ou des actions présentent les résultats suivants :

5.1 VALTRIS scrl

Objet : L'entreprise constituée le 12 janvier 2012 est active dans le tri des PMC, et est détenue par les trois Intercommunales pures de gestion des déchets que sont BEP Environnement, InBW et Tibi.

Nombre de parts détenues : 5.560 parts sociales d'un montant unitaire de 100 €, soit 556.000 € sur un montant total de 558.000 €, soit encore 99,64 % du capital social.

Activité et résultats 2021 : En 2021, le Centre de tri a permis de traiter un total de 32.115 tonnes de PMC soit une augmentation de 6 % par rapport à 2020. Ce gisement provient de Tibi pour 24,1 %, de BEP Environnement pour 42,7 %, d'InBW pour 23,8 % et d'entreprises pour 1,2%. D'autres apports ont contribué à l'augmentation de la quantité de PMC triés, à savoir 6% provenant de la province du Luxembourg (IDELUX Environnement), 1,3% de la province de Liège (Intradel) et 0,9 % de la province du Limbourg.

Le taux moyen de résidu de VALTRIS (InBW, Tibi, BEP) est de 15,07% et est calculé de juillet 2021, date du lancement du tri du Nouveau Sac Bleu en phase définitive chez VALTRIS, à décembre 2021.

2021 fût une année de transition marquée par la finalisation de l'extension du bâtiment VALTRIS et le montage de la nouvelle ligne de tri en vue de trier le Nouveau Sac Bleu en 14 fractions distinctes. Les travaux de process ont débuté en mars 2021 et se sont achevés en juin

2021. Le 1er juillet 2021 a été marqué par l'inauguration du Centre de tri VALTRIS, complètement modernisé et pleinement opérationnel pour trier tout le PMC du BEP Environnement, d'InBW et de Tibi mais aussi d'IDELUX Environnement (Province du Luxembourg) à partir du 1er octobre 2021.

Le Centre de tri tourne désormais en 3 pauses, du lundi au vendredi, et compte aujourd'hui plus de 100 personnes.

Le résultat comptable 2021 présente un solde positif de 65.903,33 € qui résulte des actions mises en place permettant de maintenir l'équilibre financier de la structure.

5.2 COPIDEC scrl

Objet : La COPIDEC est la Conférence Permanente des Intercommunales wallonnes de gestion des Déchets. Cette entreprise constituée le 17 octobre 2013, exécute des missions d'intérêt général et de représentation pour des questions Communes relatives à la défense de leurs activités et étudie toute question technique relevant du domaine de la collecte, du traitement ou de la valorisation de déchets.

Nombre de parts détenues : 50 parts sociales d'un montant de 100 €, soit 5.000 € sur un montant total de 35.000 €, soit encore 14,3 % du capital social.

Activité et résultats 2021 : La Copidec a orienté son action au bénéfice de ses associés vers les thématiques et dossiers suivants :

• Maîtrise publique de la gestion des déchets ménagers avec la transcription dans l'avant-projet de décret relatif aux déchets des termes de l'accord signé en 2020 avec le secteur privé pour préciser les compétences respectives des secteurs public et privé en matière de gestion des déchets ménagers ;

• Maîtrise des coûts de gestion des déchets ménagers : poursuite de l'interpellation de la Région et dialogue régulier avec celle-ci au sujet de la croissance des coûts externes de gestion (coûts de certaines filières de recyclage, taxation, amiante, etc.) ;

• Mise en œuvre de certaines mesures du Plan Wallon des déchets : poursuite du travail sur une méthode comptable harmonisée pour le calcul des coûts de gestion des déchets ménagers, négociation et signature d'une convention de collaboration avec Valumat concernant la période transitoire de la mise en œuvre de l'obligation de reprise des matelas, avis sur la révision du décret relatif aux déchets, etc. ;

• Obligation de reprise :

Déchets d'emballages : poursuite des négociations avec Fost Plus et l'IVCIE pour l'intervention dans le coût de gestion des DSM, pour le financement de la conteneurisation des collectes de papiers/cartons et la mise en place de sites de bulles à verre enterrées ;

Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques : poursuite des négociations avec Recupel en vue de l'élaboration de nouveaux contrats de collaboration pour les recyparcs et les CTR ;

• Suivi des marchés de collecte et de traitement des DSM et des huiles moteurs pour toute la Wallonie ;

• Suivi d'études commanditées par le SPW : évaluation des collectes sélectives existantes et de nouvelles collectes sélectives des DMA, compostage collectif, évaluations de l'efficacité et de l'efficience des actions du plan wallon des déchets-ressources, observatoires des mesures sociales et des coûts techniques de gestion des déchets ménagers et assimilés, observatoire de la réparation en Wallonie, de la réutilisation et des demandes en biens réutilisés, etc. ;

• Interactions avec la Région pour la stratégie de gestion des déchets issus des inondations de l'été 2021 ;

• Communication et Prévention :

-Collectes thématiques dans les recyparcs (jouets-vélos) ;

-Préparation d'un projet de campagne de collecte sur les recyparcs des produits phytopharmaceutiques ;

-Participation au salon Municipalia ;

-Participation au Salon Récupère ;

-Poursuite du projet Magdé avec la poursuite des publications sur la page Facebook associée, la publication de 3 dossiers thématiques, diffusés via la page Facebook et aux abonnés de la Newsletter (ces dossiers étaient : Mars 2021 : Les biodéchets, Juin 2021 : Le réemploi et décembre 2021 : Un Noël Zéro Déchet) et la rédaction d'un dossier d'informations sur le coût de la gestion des déchets ménagers à destination des Communes ;

-Actualisation de l'architecture du site internet de la Copidec ;

-Renforcement de l'action dans la thématique « Zéro Déchet », en particulier vers les Communes et vers le grand public, avec : formation au coaching d'une écoteam pour le personnel des Intercommunales concerné par l'accompagnement des Communes dans la démarche « Zéro Déchet » et, en complément du cycle de formation dispensé en 2020, édition de fiches complémentaires au kit Zéro Déchet édité en 2020 (généralisation d'un outil développé par un des membres -Intradel- pour toutes les Intercommunales) ;

-Poursuite de la collaboration avec Be WaPP dans le cadre du label « Ecole Plus Propre » : accompagnement de 50 écoles supplémentaires.

Sous réserve de son approbation par l'Assemblée générale, le total du bilan s'élève à **307.604 €** avec un bénéfice à reporter après impôts de **3.726 €.**

5.3 LRVS scrl

Objet : La Ressourcerie du Val de Sambre a été constituée en date du 26 décembre 2012 et est active dans les métiers de la collecte, du tri, du traitement, du réemploi, de la réutilisation et/ou du recyclage de déchets ainsi que la réparation, la restauration, la vérification, le relookage et tout acte de mise en valeur d'objets en fin de vie ou usagés. Elle est détenue à parts égales par les acteurs publics que sont Tibi, Igretec et le CPAS de Charleroi.

Nombre de parts détenues : 42 parts sociales d'un montant unitaire de 150 €, soit 6.300 € sur un montant total 18.900 €, soit encore 33 % du capital social.

Activité et résultats 2021 : Pour son neuvième exercice, l'entreprise a collecté 2.392 tonnes de biens/objets encombrants sur 12 Communes représentant pas loin de 390.000 habitants. Ces chiffres exprimés en nombre d'enlèvements représentent 12.513 interventions réalisées au domicile des ménages. Au niveau du traitement/tri, près de 7 % du tonnage collecté a été dirigé vers une filière de réemploi, 74 % vers une filière de recyclage et un peu plus de 19 % vers une filière de valorisation énergétique.

L'activité de la Ressourcerie a permis de dégager des produits financiers à hauteur de 852.430 € pour un bénéfice de **25.863,63 €.** Au terme de l'affectation du résultat de l'exercice 2021, la valeur des fonds propres sera de **406.016 €.**

5.4 RECYMEX sa

Objet : L'entreprise constituée le 22 décembre 1995 est active dans le domaine du recyclage des déchets inertes ainsi que dans les matières gravitant autour de la gestion des terres de déblais. Elle exploite deux centres de recyclage, l'un situé à Saint-Ghislain et l'autre à Farciennes dans la zone d'activités économiques du DRIA. Elle est détenue par des entreprises privées et publiques actives dans le domaine de la construction et du secteur du déchet.

Nombre d'actions détenues : Le nombre d'actions détenues par Tibi au 31/12/2021 est de 4.310 parts sur un total de 40.000 parts soit 10,78 %.

Activité et résultats 2021 : L'Organe d'administration de Recymex n'a, à ce jour, pas arrêté les comptes 2021. L'Assemblée générale est prévue le 2 juin prochain.

Sur base des informations présentes dans les comptes annuels déposés, le chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice 2020 était de **3.557.294 €** et le total bilantaire était de **4.309.791 €.**

5.5 BIVALOR

Objet : L'unité de tri-broyage des bois et encombrants du BEP Environnement à Floreffe fait l'objet, depuis le 27 octobre 2010, d'une collaboration structurée entre les deux Intercommunales sous la forme d'une société interne dénommée BIVALOR.

Nombre d'actions détenues : S'agissant d'une société interne, aucun capital social n'a été, ni souscrit, ni libéré. Cependant, un rapport d'activités est établi chaque année.

Activité et résultats 2021 : En 2021, BIVALOR a géré 43.815 tonnes de bois brut (41.744 tonnes en 2020) dont 16.784 tonnes en provenance de la zone Tibi. BIVALOR permet à Tibi une réduction sensible de la charge de traitement des bois collectés dans les recyparcs par rapport au prix du marché. C'est ainsi que le prix de revient à la tonne traitée pour 2021 est de 40,87 €/tonne hors subsides et de 38,11 €/tonne subsides compris.

Le résultat de l'exercice arrêté au 31/12/2021 se chiffre à **-1.669.985,34 €** (- 1.747.600 € en 2020) pour un chiffre d'affaires de **244.469 €** (246.829 € en 2020).

Conformément à l'article 5.3 de la convention relative à la constitution d'une société interne entre Tibi et BEP Environnement, le résultat négatif est supporté au prorata des tonnages réellement apportés ; cette clé de répartition confirme la charge financière de Tibi à raison de 639.709,29 €.

6. JUSTIFICATION DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ ET D'AUDIT D'AU MOINS UN MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT

L'Organe d'administration de Tibi constitue en son sein un Comité d'audit.

Le Comité d'audit est composé de maximum cinq membres de l'Organe d'administration qui ne sont pas membres du Bureau exécutif.

Le Comité d'audit désigne son Président parmi ses membres.

Au moins un membre du Comité d'audit dispose d'une expérience pratique et/ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le délégué à la gestion journalière (Directeur Général) y siège avec voix consultative.

Sans préjudice des autres missions qui peuvent lui être confiées par la réglementation, le Comité d'audit aide l'Organe d'administration et le Bureau exécutif de Tibi à veiller à l'exactitude et à la sincérité des comptes sociaux de Tibi et à la qualité du contrôle interne et externe et de l'information délivrée aux associés de Tibi et au marché. Le Comité formule tous les avis et recommandations à l'Organe d'administration et au Bureau exécutif dans ces domaines.

En particulier, le Comité est chargé des missions suivantes :

• La communication à l'Organe d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés et l'explication sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le Comité d'audit a joué dans ce processus ;

• Le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité ;

• Le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'Intercommunale ou de l'organisme ainsi que le suivi de l'audit interne et de son efficacité ;

• Le suivi du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés ;

• L'examen et suivi de l'indépendance du réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés, en particulier pour ce qui concerne le bien-fondé de la fourniture de services complémentaires à la société.

Le Comité d'audit fait régulièrement rapport à l'Organe d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés.

En sa réunion du 25 juin 2019, l'Organe d'administration de Tibi, convaincu que les personnes ci-après peuvent exercer leur mission en toute indépendance, et sur base de leur expérience acquise en matière de gestion et de bonne gouvernance, a décidé, à l'unanimité, de désigner comme membres du Comité d'audit, Manon Choël, Maxime Felon, Dominique Grenier, Céline Meersman et Mathieu Perin. En sa réunion du 25 novembre 2020, L'Organe d'administration de Tibi, toujours animé de la même conviction, a coopté Eric Charlet en remplacement de Céline Meersman.

Le Comité d'audit s'est réuni le 26/04/2022 avec les réviseurs.

7. MARCHÉS ATTRIBUÉS EN 2021

Référence	Objet du marché	Montant d'attribution htva	Procédure	Date d'attribution	Adjudicataire désigné
2020-057	Marché public de transport par camion des conteneurs des recyparcs de Tibi vers des filières appropriées	85.000 €	PNSPP	10-03-21	1.JUBILE INVEST / 2. VANHEEDE
2020-060	Marché public de livraison d'environ 100.000 sacs orange en HDPE d'une capacité de 100 litres, à bord droit (ligature en plastique), imprimés (avec le logo Tibi) à destination des bénéficiaires des services de Tibi dans la région de Charleroi	15.028 €	FM	14-01-21	POWERPACK SA
2020-063	Marché public de services (accompagnés de fournitures connexes) ayant pour objet le montage et la réparation de calorifuge sur les installations de l'UVE	96.704 €	PNSPP	10-03-21	ISOLATION NOUVELLE SA
2021-001	Marché public de services ayant pour objet l'évacuation par conteneur et le traitement des boues de balayage de voiries	80.200 €	PNSPP	01-04-21	RECYTERRE SA
2021-002	Marché public de fournitures (accompagnés de services connexes) ayant pour objet le remplacement du surchauffeur SH1 de la ligne de l'UVE	160.180 €	PNDAPP	01-04-21	FABRICOM INDUSTRIE SUD SA
2021-003	Marché public de travaux (avec fournitures connexes) ayant pour objet la conception et l'installation d'une infrastructure de broyage de déchets encombrants à l'Unité de Valorisation Energétique de déchets de Pont-de-Loup	1.800.835 €	PO	24-06-21	FABRICOM SA
2021-004	Marché public de fournitures ayant pour objet la livraison de sacs de 240 l et de 1 m³ pour collecter des déchets de P+ et de frigolite	36.348 €	PNSPP	03-06-21	POWERPACK SA
2021-006	Marché public de fournitures ayant pour objet la livraison de sacs biodégradables	143.253 €	PO	19-08-21	THE COMPOST BAG COMPANY SA
2021-007	Marché public de procédure de mise en concurrence ayant pour objectif la désignation d'un acquéreur chargé du recyclage de déchets de verre creux provenant de collectes sélectives de Tibi	124.800 €	PDV	03-06-21	MINERALE SA
2021-008	Marché public de travaux ayant pour objet l'aménagement de voiries internes, parkings, d'égouttages et divers (phase 3)	2.248.245 €	PO	24-06-21	WANTY SA
2021-009	Marché public de services (avec fournitures accessoires) ayant pour objet la vente et l'achat d'énergie électrique liée à l'Unité de Valorisation Energétique de Pont-de-Loup	129.459 €	PNDAPP	22-07-21	LUMINUS SA
2021-010	Marché public de services ayant pour objet l'assistance en travaux de soudure pour des interventions occasionnelles sur chaudière et leurs circuits annexes y compris l'appel en urgence sur le site de l'UVE	474.185 €	PO	24-06-21	FABRICOM INDUSTRIE SUD SA

2021-011	Marché public de services ayant pour objet la création et l'impression d'une BD « GREEN TEAM Tibi » en tant qu'objet de sensibilisation à la démarche Zéro Déchet	38.500 €	PNSPP	22-04-21	KENNES EDITIONS
2021-013	Marché public de fournitures ayant pour objet la réalisation, la fourniture, la pose et la maintenance de panneaux signalétiques dans les recyparcs de Tibi	73.502 €	PNSPP	03-06-21	IMAPROS SA
2021-014	Marché public de fournitures (accompagnées de services connexes) ayant pour objet la livraison d'outillage de jardinage	75.827 €	PNSPP	03-06-21	ECO-JARDIN SA
2021-015	Marché public de services ayant pour objet le traitement des bâches agricoles	18.335 €	FM	12-08-21	VALODIRECT SRL
2021-017	Marché public de services ayant pour objet le développement de nouvelles fonctionnalités et l'entretien de l'outil informatisé de gestion des services de collecte et de traitement associés aux déchets	41.375 €	PNSPP	14-10-21	COMASE INFORMATIQUE SA
2021-018	Marché public de services ayant pour objet la désignation d'un muséographe	292.545 €	PNSPP	10-11-21	EN STANDBYE
2021-027	Marché public de fournitures ayant pour objet la livraison de bulles aériennes destinées à la collecte des verres creux (incolores et colorés) par apport volontaire	100.240 €	PNDAPP	09-09-21	SULO BELGIUM SA
2021-028	Marché public de fournitures ayant pour objet l'acquisition de jouets pour la St-Nicolas 2021	3.000 €	FM	30-06-21	EXCALIBUR SA ; FRANZ CORLRUYT SA
2021-030	Marché public de procédure de mise en concurrence ayant pour objectif la désignation d'un acquéreur chargé du recyclage de déchets de verre plat collectés par les services de Tibi	8.100 €	PDV	29-09-21	MINERALE SA
2021-033	Marché public de services ayant pour objet la désignation d'un réviseur d'entreprise comme commissaire pour les exercices comptables 2022, 2023 et 2024	110.000 €	PNSPP	10-11-21	JOIRIS ROUSSEAUX
2021-035	Marché public de fournitures (accompagnées de services connexes) ayant pour objet le remplacement d'éléments de la chaudière de la ligne 2 de l'UVE	472.216 €	PO	16-12-21	FABRICOM INDUSTRIE SUD SA
2021-036	Marché public de services ayant pour objet le démantèlement de matelas usagés provenant de la zone de Tibi	73.960 €	PNSPP	10-11-21	SUEZ R&R BE WALLONIE SA
2021-037	Marché public de fournitures ayant pour objet l'acquisition de fûts à composter, de silos de compostage et de tiges aératrices pour les particuliers - LOT 1 : Fûts à composter	22.295 €	PNSPP	10-11-21	SULO BELGIUM SA
2021-037	Marché public de fournitures ayant pour objet l'acquisition de fûts à composter, de silos de compostage et de tiges aératrices pour les particuliers - LOT 3 : Tiges aératrices	4.925 €	PNSPP	10-11-21	SULO BELGIUM SA

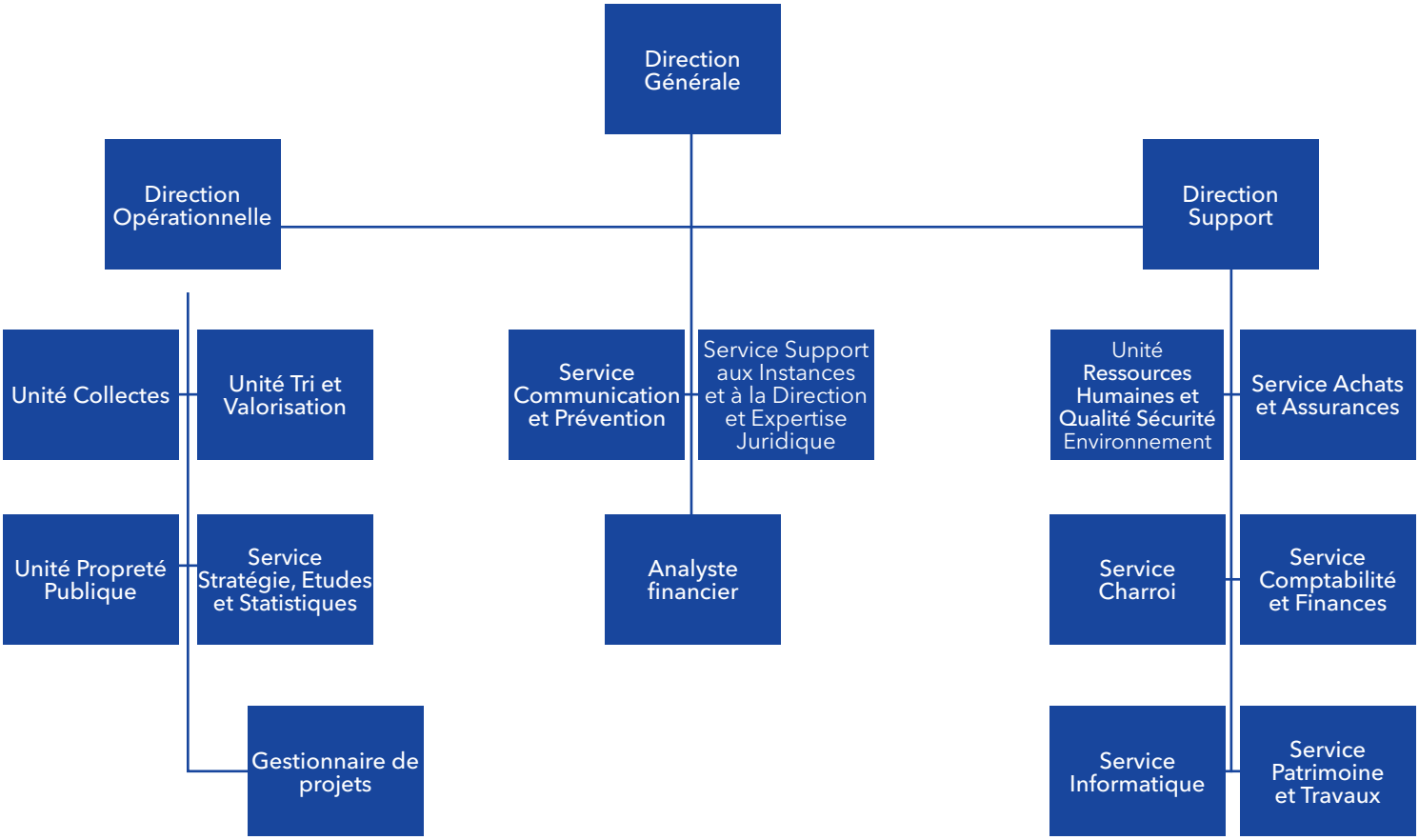
2021-038	Marché public de services ayant pour objet la prestation d'ateliers « Zéro Déchet » sur l'ensemble du territoire des 14 Communes associées de Tibi - LOT 1 - Atelier « Fabrication de cosmétiques maison »	4.500 €	FM	28-12-21	INGRID RENNOIR (HAPPY VRAC)
2021-038	Marché public de services ayant pour objet la prestation d'ateliers « Zéro Déchet » sur l'ensemble du territoire des 14 Communes associées de Tibi - LOT 2 - Atelier « Cuisine anti-gaspi »	4.500 €	FM	28-12-21	INGRID RENNOIR (HAPPY VRAC)
2021-038	Marché public de services ayant pour objet la prestation d'ateliers « Zéro Déchet » sur l'ensemble du territoire des 14 Communes associées de Tibi - LOT 3 - Atelier « Cuisine : conservation des aliments et batchcooking »	4.500 €	FM	28-12-21	INGRID RENNOIR (HAPPY VRAC)
2021-038	Marché public de services ayant pour objet la prestation d'ateliers « Zéro Déchet » sur l'ensemble du territoire des 14 Communes associées de Tibi - LOT 4 - Atelier « Zéro pesticide »	4.500 €	FM	28-12-21	PRODUCTIONS ASSOCIEES (LES COLIBRIS DEGOURDIS)
2021-038	Marché public de services ayant pour objet la prestation d'ateliers « Zéro Déchet » sur l'ensemble du territoire des 14 Communes associées de Tibi - LOT 5 - Atelier « Permaculture »	4.500 €	FM	28-12-21	LES JARDINS DE DANA
2021-038	Marché public de services ayant pour objet la prestation d'ateliers « Zéro Déchet » sur l'ensemble du territoire des 14 Communes associées de Tibi - LOT 6 - Atelier « Poules et compostage »	4.500 €	FM	28-12-21	VENT SAUVAGE
CDA 2020-004	Marché public de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la livraison de «petits outillages» et de «quincaillerie» - LOT 1 : petits outillages	161.914 €	PO	10-03-21	GROUPE DONEUX SA
CDA 2020-004	Marché public de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la livraison de «petits outillages» et de «quincaillerie» - LOT 2 : quincailleries	20.831 €	PO	10-03-21	GROUPE DONEUX SA
CDA 2020-010	Marché public de fournitures ayant pour objet la désignation d'un brasseur en vue de la livraison récurrente de boissons	8.699 €	PNSPP	10-03-21	TRENTIN BENOÎT
CDA 2020-011	Marché public de fournitures ayant pour objet la désignation d'un traiteur-sandwicherie en vue de la livraison récurrente de sandwich de réunion	18.404 €	FM	08-03-21	EDW
CDA 2020-016	Marché public de services (accompagnés de fournitures connexes) ayant pour objet l'assistance en mécanique de précision, y-compris l'intervention en urgence	341.972 €	PO	10-03-21	CMI SA
CDA 2020-017	Marché public de services ayant pour objet les contrôles légaux des installations, infrastructures et équipements sur divers sites - LOT 1 - Installation électrique	5.139 €	PNDAPP	11-05-21	VINCOTTE ASBL
CDA 2020-017	Marché public de services ayant pour objet les contrôles légaux des installations, infrastructures et équipements sur divers sites - LOT 2 - Levage	33.497 €	PNDAPP	11-05-21	VINCOTTE ASBL

CDA 2020-017	Marché public de services ayant pour objet les contrôles légaux des installations, infrastructures et équipements sur divers sites - LOT 3 - Réservoirs	8.944 €	PNDAPP	11-05-21	BTV ASBL
CDA 2020-017	Marché public de services ayant pour objet les contrôles légaux des installations, infrastructures et équipements sur divers sites - LOT 4 - Appareils à vapeur	6.401 €	PNDAPP	11-05-21	VINCOTTE ASBL
CDA 2020-017	Marché public de services ayant pour objet les contrôles légaux des installations, infrastructures et équipements sur divers sites - LOT 5 - Incendie	29.729 €	PNDAPP	11-05-21	VINCOTTE ASBL
CDA 2020-017	Marché public de services ayant pour objet les contrôles légaux des installations, infrastructures et équipements sur divers sites - LOT 6 - Engins de levage et manutention	641 €	PNDAPP	11-05-21	VINCOTTE ASBL
CDA 2021-001	Marché public de services (accompagnés de fournitures connexes) ayant pour objet l'assistance en montage et soudage, y compris l'intervention en urgence	557.862 €	PO	01-04-21	CMI SA
CDA 2021-002	Marché public de fournitures ayant pour objet la réalisation (impression / photocopie) et la livraison de papeteries administratives	78.942 €	PNSPP	24-06-21	HUVELLE ; BOUILLET (cascade)
CDA 2021-003	Marché public de fournitures ayant pour objet la livraison d'équipements de protection individuelle (EPI) – Protection de la main	304.210 €	PO	22-04-21	LISAP - DE JONGHE SA
CDA 2021-004	Marché public de services (accompagnés de fournitures connexes) ayant pour objet la maintenance et le dépannage des variateurs de vitesse de marque « Schneider Electric »	40.054 €	PNDAPP	24-06-21	SCHNEIDER ELECTRIC SA
CDA 2021-005	Marché public de services ayant pour objet l'effarouchement et la lutte contre les nuisibles - LOT 1 - Effarouchement	51.360 €	PNSPP	14-10-21	FALCON'S RESIDENCE
CDA 2021-005	Marché public de services ayant pour objet l'effarouchement et la lutte contre les nuisibles - LOT 2 - Lutte contre les nuisibles	19.840 €	PNSPP	14-10-21	ANIMAL PEST CONTROL
CDA 2021-009	Marché public de services ayant pour objet la désignation d'un service externe agréé pour la prévention et la protection au travail (S.E.P.P.T)	412.958 €	PO	02-12-21	COHEZIO ASBL

8. STRUCTURE DE L'EMPLOI (ART. L1523-16 ALINEA 6 DU CDLD)

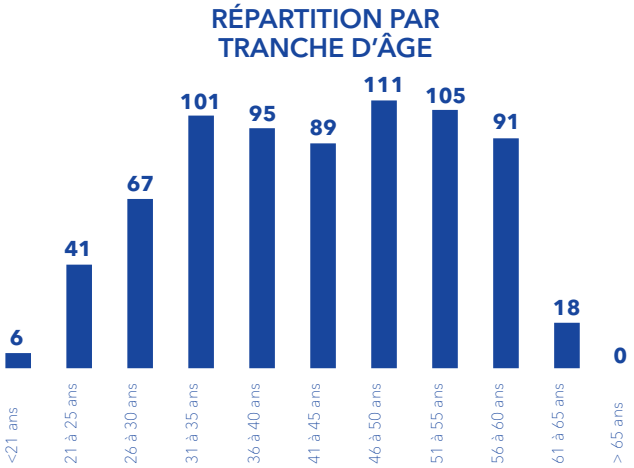
Conformément à l'article L1523-16 al.6 du CDLD, des informations complémentaires doivent être ajoutées au Rapport de Gestion : les lignes de développement reprennent, notamment, les informations sur la structure de l'emploi, son évolution et les prévisions d'emploi, le personnel occupé pendant tout ou partie de l'année de référence.

8.1 Organigramme



8.2 Catégorisation du personnel

Répartition du personnel par catégorie d'âge



Le nombre d'agents d'âge supérieur ou égal à 56 ans est stable dans le temps (12%). Nous continuons bien entendu à nous assurer d'une gestion des fins de carrière adéquate.

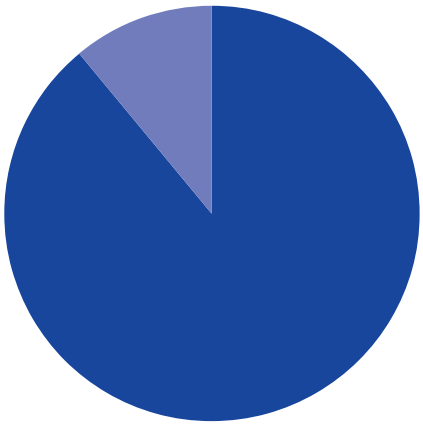
Répartition du personnel par genre

Notre personnel est majoritairement masculin en raison de la prépondérance historique des hommes dans les métiers de terrain, souvent physiques. Cependant, la mise en place de conditions favorisant la féminisation de nos métiers commence à porter ses fruits avec un accroissement des candidatures féminines tant pour les métiers de terrain (fonction de balayeur de rue ou encore de préposé recyparcs) que pour les fonctions plus administratives.

Répartition du personnel par type de contrat

Le pourcentage de contrat à durée indéterminée reste quant à lui stable, montrant la volonté de l'Intercommunale de pérenniser l'emploi.

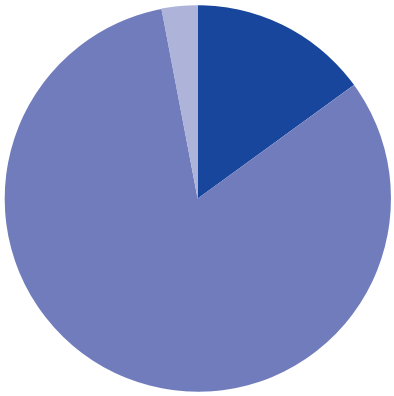
RÉPARTITION PAR GENRE



Hommes (89%)

Femmes (11%)

RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR STATUT



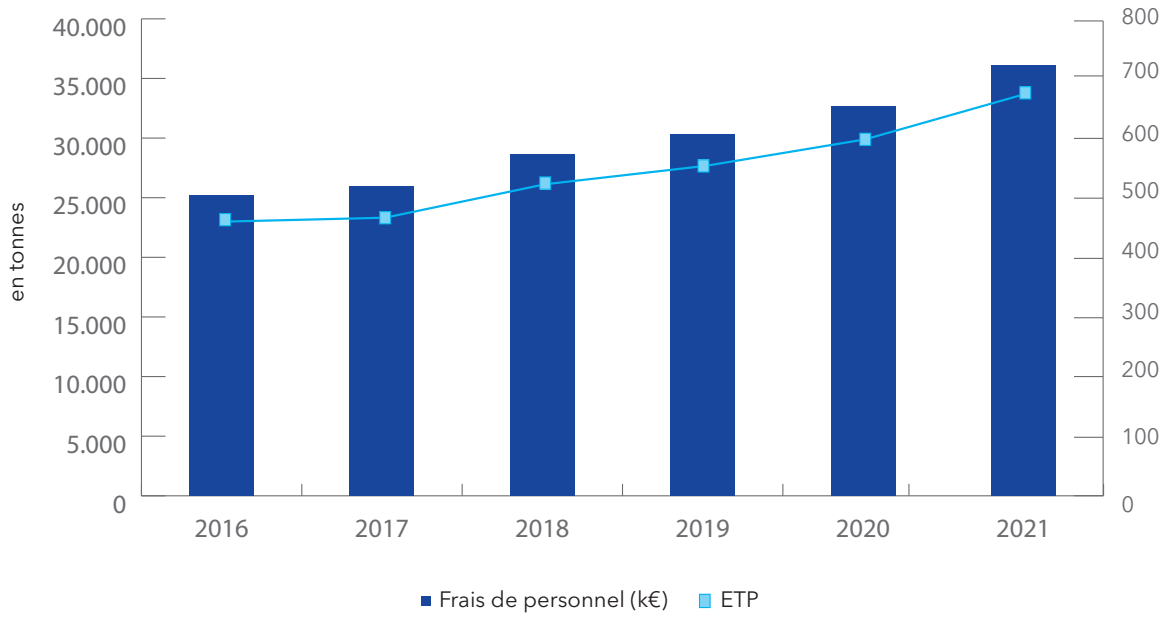
Durée indéterminée (82%)

Durée déterminée (15%)

Contrat de remplacement (2%)

8.3 Évolution du volume de l'emploi et des frais de personnel

L'augmentation, en 2021, tant du nombre moyen d'équivalents temps plein que des frais de personnel, s'explique principalement par le déploiement de la dernière phase de l'Unité de Propreté Publique. L'investissement réalisé pour augmenter la capacité de tri à VALTRIS a également nécessité le rétablissement d'une pause de nuit, entraînant l'engagement de 23 équivalents temps plein supplémentaires.



9. ANNEXES

9.1 BNB

43				1	EUR		
NAT.	Date du dépôt	N° 0201.543.234	P.	U.	D.		C-app 1

COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION: **TIBI**

Forme juridique: **Société coopérative**

Adresse: **Rue du Déversoir,** N°: **1**

Code postal: **6010** Commune: **Couillet**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de **Hainaut, division Charleroi**

Adresse Internet: [1]

Numéro d'entreprise **0201.543.234**

DATE **26/06/2018** de dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS (2 décimales)** [2]

approuvés par l'assemblée générale du **29/06/2022**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du **1/01/2021** au **31/12/2021**

Exercice précédent du **1/01/2020** au **31/12/2020**

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ [3] identiques à ceux publiés antérieurement

---

Nombre total de pages déposées: **50** Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 6.1, 6.2.1, 6.2.2, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.4, 6.5.2, 6.18.2, 6.20, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15

Signature
(nom et qualité)
CASAERT Léon
Président du Conseil d'Administration

Signature
(nom et qualité)
TELLER Philippe
Directeur Général

---

[1] Mention facultative.

[2] Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

[3] Biffer la mention inutile.

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de la société

BANGISA Gaëtan

Avenue Forestière 21, 6001 Marcinelle, Belgique

Fonction : Administrateur, début: 01/10/2020, fin: 30/06/2025

CASAERT Léon

Grand Rue 30, 6061 Montignies-sur-Sambre, Belgique

Fonction : Président du Conseil d'Administration, début: 01/10/2020, fin: 30/06/2025

CHARLIER Philippe

Rue Joseph Bancu 37, 6250 Aiseau-Presles, Belgique

Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

CHARLET Eric

Rue Ferrer 70, 7160 Chapelle-lez-Herlaimont, Belgique

Fonction : Administrateur, début: 25/11/2020, fin: 30/06/2025

CHOËL Manon

Rue Try du Scouf 43, boîte E, 6032 Mont-sur-Marchienne, Belgique

Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

DEBROUX Benjamin

Rue Basile 14, 6040 Jumet (Charleroi), Belgique

Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

DENYS Laurence

Rue de la Mastoque 15, 6240 Pironchamps, Belgique

Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 28/01/2021

DOLIMONT Adrien

Rue Docteur F. Dufour 13, 6120 Nalinnes, Belgique

Fonction : Vice-président du Conseil d'Administration, début: 25/06/2019, fin: 26/01/2022

FELON Maxime

Rue Docteur Moret 150, boîte 021, 6030 Marchienne-au-Pont, Belgique

Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

FIEVET François
Chaussée de Charleroi 43, 6220 Fleurus, Belgique
Fonction : Vice-président du Conseil d'Administration, début: 26/01/2022, fin: 30/06/2025

FIEVET François
Chaussée de Charleroi 43, 6220 Fleurus, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 16/12/2020, fin: 26/01/2022

GRENIER Dominique
Rue d'Aiseau 336, 6250 Aiseau-Presles, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

LAURENT Christine
Rue Principale 8, 6280 Gerpinnes, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

LIPPE Laurent
Rue de la Briqueterie 19, 6238 Luttre, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

LO RUSSO Antonella
Rue Quartier du Moulin 5, boîte E, 6240 Farciennes, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 27/01/2021, fin: 30/06/2025

LORAND Francis
Route du Vieux Campinaire 19, 6220 Fleurus, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

MARIEVOET Caroline
rue Ferrée 62, 6120 Ham-sur-Heure/Nalinnes, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 26/01/2022, fin: 30/06/2025

MOSCARIELLO Annibale
Chaussée de Charleroi 27, 6150 Anderlues, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

MOULIN Mathieu
Rue des Fauvettes 61, 6110 Montigny-le-Tilleul, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 23/09/2020, fin: 30/06/2025

PERIN Mathieu
Rue E. Solvay 102, 6211 Mellet, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

TIMMERMANS Emilie
Rue du Coq 13, 6142 Leernes, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

TOUSSAINT Marie-France
Rue des Charbonnages 64, 6200 Châtelet, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

VAN ISACKER Pierre-Olivier
Rue de la Maladrée 9, 6181 Gouy-lez-Piéton, Belgique
Fonction : Administrateur, début: 25/06/2019, fin: 30/06/2025

RSM Interaudit SRL 0436.391.122
Rue Antoine de Saint Exupéry 14, 6041 Gosselies, Belgique
Fonction : Commissaire, début: 25/06/2019, fin: 29/06/2022
Numéro de membre : B00091
Représenté par :

1. LEJUSTE Thierry
   Rue Antoine de Saint Exupéry 14 6041 Gosselies Belgique
   , Numéro de membre : A01286
2. SAEY Catherine
   Rue Antoine de Saint Exupéry 14 6041 Gosselies Belgique
   , Numéro de membre : A01954

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

A. La tenue des comptes de la société**,

B. L'établissement des comptes annuels **,

C. La vérification des comptes annuels et/ou

D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	110.235.040,88	110.073.241,85
Immobilisations incorporelles	6.2	21	92.969,82	141.589,26
Immobilisations corporelles	6.3	22/27	109.423.117,98	109.212.699,51
Terrains et constructions		22	21.939.839,72	17.812.470,60
Installations, machines et outillage		23	75.789.811,98	81.048.045,39
Mobilier et matériel roulant		24	11.069.570,90	6.154.474,50
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26	125.000,00	125.000,00
Immobilisations en cours et acomptes versés		27	498.895,38	4.072.709,02
Immobilisations financières	6.4 / 6.5.1	28	718.953,08	718.953,08
Entreprises liées	6.15	280/1	560.000,00	560.000,00
Participations		280	560.000,00	560.000,00
Créances		281		
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3	121.838,32	121.838,32
Participations		282	121.838,32	121.838,32
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	37.114,76	37.114,76
Actions et parts		284	8.426,11	8.426,11
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	28.688,65	28.688,65

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	32.944.175,44	32.082.206,64
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3	2.189.443,39	1.278.626,16
Stocks		30/36	2.189.443,39	1.278.626,16
Approvisionnements		30/31	2.138.749,40	1.206.905,01
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34	50.693,99	71.721,15
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	23.659.277,04	19.881.455,53
Créances commerciales		40	6.895.868,93	4.594.795,30
Autres créances		41	16.763.408,11	15.286.660,23
Placements de trésorerie	6.5.1 / 6.6	50/53	4.900.206,93	6.139.067,61
Actions propres		50		
Autres placements		51/53	4.900.206,93	6.139.067,61
Valeurs disponibles		54/58	2.048.409,28	4.650.172,91
Comptes de régularisation	6.6	490/1	146.838,80	132.884,43
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	143.179.216,32	142.155.448,49

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES	6.7.1	10/15	16.496.348,88	17.774.575,22
Apport		10/11	6.532.663,90	6.532.639,11
Disponible		110		
Indisponible		111	6.532.663,90	6.532.639,11
Plus-values de réévaluation		12	2.432.070,49	2.432.070,49
Réserves		13	1.766.412,75	1.766.412,75
Réserves indisponibles		130/1	214.189,03	214.189,03
Réserves statutairement indisponibles		1311	214.189,03	214.189,03
Acquisition d'actions propres		1312		
Soutien financier		1313		
Autres		1319		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133	1.552.223,72	1.552.223,72
Bénéfice (Perte) reporté(e) (+)/(-)		14		
Subsides en capital		15	5.765.201,74	7.043.452,87
Avance aux associés sur la répartition de l'actif net [4]		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16	11.656.013,27	10.880.897,45
Provisions pour risques et charges		160/5	11.656.013,27	10.880.897,45
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162	3.325.502,59	3.055.093,50
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges	6.8	164/5	8.330.510,68	7.825.803,95
Impôts différés		168		

[4] Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES		17/49	115.026.854,17	113.499.975,82
Dettes à plus d'un an	6.9	17	85.898.785,56	85.465.852,39
Dettes financières		170/4	85.898.785,56	85.465.852,39
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées		172		
Etablissements de crédit		173	85.898.785,56	85.465.852,39
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus	6.9	42/48	22.807.789,59	27.495.533,09
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42	8.767.069,99	8.814.400,36
Dettes financières		43		2.400.729,41
Etablissements de crédit		430/8		2.400.729,41
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	7.486.384,84	6.503.861,85
Fournisseurs		440/4	7.486.384,84	6.503.861,85
Effets à payer		441		
Acomptes sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45	4.007.324,51	3.595.348,66
Impôts		450/3	443.024,37	516.164,89
Rémunérations et charges sociales		454/9	3.564.300,14	3.079.183,77
Autres dettes		47/48	2.547.010,25	6.181.192,81
Comptes de régularisation	6.9	492/3	6.320.279,02	538.590,34
TOTAL DU PASSIF		10/49	143.179.216,32	142.155.448,49

COMPTE DE RÉSULTATS

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations			70/76A	25.761.185,82	25.049.098,11
Chiffre d'affaires		6.10	70	17.097.902,17	15.929.477,48
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)	(+)/(-)		71		
Production immobilisée			72		
Autres produits d'exploitation		6.10	74	8.485.680,61	8.862.975,76
Produits d'exploitation non récurrents		6.12	76A	177.603,04	256.644,87
Coût des ventes et des prestations			60/66A	75.415.223,90	69.368.057,89
Approvisionnements et marchandises			60	736.723,30	998.114,70
Achats			600/8	1.660.599,78	1.017.818,50
Stocks: réduction (augmentation)	(+)/(-)		609	-923.876,48	-19.703,80
Services et biens divers			61	26.801.800,94	26.641.892,41
Rémunérations, charges sociales et pensions	(+)/(-)	6.10	62	36.139.001,04	32.688.390,31
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles			630	8.589.019,41	8.534.344,66
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)	6.10	631/4	13.059,25	59,50
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)	6.10	635/8	775.115,82	-1.787.752,28
Autres charges d'exploitation		6.10	640/8	1.766.671,11	1.452.055,13
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)		649		
Charges d'exploitation non récurrentes		6.12	66A	593.833,03	840.953,46
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(+)/(-)		9901	-49.654.038,08	-44.318.959,78

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers			75/76B	1.317.704,87	1.392.412,38
Produits financiers récurrents			75	1.317.704,87	1.392.412,38
Produits des immobilisations financières			750		
Produits des actifs circulants			751		
Autres produits financiers		6.11	752/9	1.317.704,87	1.392.412,38
Produits financiers non récurrents		6.12	76B		
Charges financières			65/66B	1.213.240,47	1.255.652,47
Charges financières récurrentes		6.11	65	1.213.240,47	1.255.652,47
Charges des dettes			650	1.182.905,39	1.240.914,98
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)		651		
Autres charges financières			652/9	30.335,08	14.737,49
Charges financières non récurrentes		6.12	66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts	(+)/(-)		9903	-49.549.573,68	-44.182.199,87
Prélèvement sur les impôts différés			780		
Transfert aux impôts différés			680		
Impôts sur le résultat	(+)/(-)	6.13	67/77	37.940,95	35.333,36
Impôts			670/3	37.940,95	35.333,36
Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales			77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice	(+)/(-)		9904	-49.587.514,63	-44.217.533,23
Prélèvement sur les réserves immunisées			789		
Transfert aux réserves immunisées			689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)		9905	-49.587.514,63	-44.217.533,23

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-)	9906	-49.587.514,63	-44.217.533,23
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	(9905)	-49.587.514,63	-44.217.533,23
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-)	14P		
Prélèvement sur les capitaux propres		791/2		
sur l'apport		791		
sur les réserves		792		
Affectation aux capitaux propres		691/2		
à l'apport		691		
à la réserve légale		6920		
aux autres réserves		6921		
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-)	(14)		
Intervention des associés dans la perte		794	49.587.514,63	44.217.533,23
Bénéfice à distribuer		694/7		
Rémunération de l'apport		694		
Administrateurs ou gérants		695		
Travailleurs		696		
Autres allocataires		697		

		Codes	Exercice	Exercice précédent
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8052P	xxxxxxxxxxxxxxx	721.393,87
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8022	19.874,07	
Cessions et désaffectations		8032		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8042		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8052	741.267,94	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8122P	xxxxxxxxxxxxxxx	579.804,61
Mutations de l'exercice				
Actés		8072	68.493,51	
Repris		8082		
Acquis de tiers		8092		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8102		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8112		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8122	648.298,12	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		211	92.969,82	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

		Codes	Exercice	Exercice précédent
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8191P	xxxxxxxxxxxxxxx	29.234.637,30
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8161	342.330,51	
Cessions et désaffectations		8171		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8181	4.939.990,64	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8191	34.516.958,45	
Plus-values au terme de l'exercice		8251P	xxxxxxxxxxxxxxx	2.393.489,34
Mutations de l'exercice				
Actées		8211		
Acquises de tiers		8221		
Annulées		8231		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8241		
Plus-values au terme de l'exercice		8251	2.393.489,34	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8321P	xxxxxxxxxxxxxxx	13.815.656,04
Mutations de l'exercice				
Actés		8271	1.154.952,03	
Repris		8281		
Acquis de tiers		8291		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8301		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8311		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8321	14.970.608,07	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(22)	21.939.839,72	

		Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8192P	xxxxxxxxxxxxxxx	142.275.205,06
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8162	1.049.772,54	
Cessions et désaffectations		8172	629.062,26	
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8182	400.122,36	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8192	143.096.037,70	
Plus-values au terme de l'exercice		8252P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8212		
Acquises de tiers		8222		
Annulées		8232		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8242		
Plus-values au terme de l'exercice		8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8322P	xxxxxxxxxxxxxxx	61.227.159,67
Mutations de l'exercice				
Actés		8272	6.079.066,05	
Repris		8282		
Acquis de tiers		8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8302		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8312		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8322	67.306.225,72	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(23)	75.789.811,98	

		Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8193P	xxxxxxxxxxxxxxx	25.181.029,39
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8163	6.418.504,58	
Cessions et désaffectations		8173	6.349,68	
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8183		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8193	31.593.184,29	
Plus-values au terme de l'exercice		8253P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8213		
Acquises de tiers		8223		
Annulées		8233		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8243		
Plus-values au terme de l'exercice		8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8323P	xxxxxxxxxxxxxxx	19.026.554,89
Mutations de l'exercice				
Actés		8273	1.503.408,18	
Repris		8283		
Acquis de tiers		8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8303	6.349,68	
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8313		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8323	20.523.613,39	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(24)	11.069.570,90	

		Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8195P	xxxxxxxxxxxxxxx	200.000,00
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8165		
Cessions et désaffectations		8175		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8185		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8195	200.000,00	
Plus-values au terme de l'exercice		8255P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8215		
Acquises de tiers		8225		
Annulées		8235		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8245		
Plus-values au terme de l'exercice		8255		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8325P	xxxxxxxxxxxxxxx	75.000,00
Mutations de l'exercice				
Actés		8275		
Repris		8285		
Acquis de tiers		8295		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8305		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8315		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8325	75.000,00	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(26)	125.000,00	

		Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8196P	xxxxxxxxxxxxxxx	4.072.709,02
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8166	2.147.886,28	
Cessions et désaffectations		8176	381.586,92	
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8186	-5.340.113,00	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8196	498.895,38	
Plus-values au terme de l'exercice		8256P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8216		
Acquises de tiers		8226		
Annulées		8236		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8246		
Plus-values au terme de l'exercice		8256		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8326P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actés		8276		
Repris		8286		
Acquis de tiers		8296		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8306		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8316		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8326		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(27)	498.895,38	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

		Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8391P	xxxxxxxxxxxxxxx	562.300,00
Mutations de l'exercice				
Acquisitions		8361		
Cessions et retraits		8371		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8381		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8391	562.300,00	
Plus-values au terme de l'exercice		8451P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8411		
Acquises de tiers		8421		
Annulées		8431		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8441		
Plus-values au terme de l'exercice		8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8521P	xxxxxxxxxxxxxxx	2.300,00
Mutations de l'exercice				
Actées		8471		
Reprises		8481		
Acquises de tiers		8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits		8501		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8521	2.300,00	
Montants non appelés au terme de l'exercice		8551P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice	(+)/(-)	8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(280)	560.000,00	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES				
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		281P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Additions		8581		
Remboursements		8591		
Réductions de valeur actées		8601		
Réductions de valeur reprises		8611		
Différences de change	(+)/(-)	8621		
Autres	(+)/(-)	8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(281)		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE		8651		

		Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8392P	xxxxxxxxxxxxxxx	115.373,41
Mutations de l'exercice				
Acquisitions		8362		
Cessions et retraits		8372		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8382		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8392	115.373,41	
Plus-values au terme de l'exercice		8452P	xxxxxxxxxxxxxxx	6.464,91
Mutations de l'exercice				
Actées		8412		
Acquises de tiers		8422		
Annulées		8432		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8442		
Plus-values au terme de l'exercice		8452	6.464,91	
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8522P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8472		
Reprises		8482		
Acquises de tiers		8492		
Annulées à la suite de cessions et retraits		8502		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8512		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8522		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8552P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice	(+)/(-)	8542		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8552		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(282)	121.838,32	
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION - CRÉANCES				
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		283P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Additions		8582		
Remboursements		8592		
Réductions de valeur actées		8602		
Réductions de valeur reprises		8612		
Différences de change	(+)/(-)	8622		
Autres	(+)/(-)	8632		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(283)		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE		8652		

		Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES ENTREPRISES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8393P	xxxxxxxxxxxxxxx	8.486,61
Mutations de l'exercice				
Acquisitions		8363		
Cessions et retraits		8373		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8383		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8393	8.486,61	
Plus-values au terme de l'exercice		8453P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8413		
Acquises de tiers		8423		
Annulées		8433		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8443		
Plus-values au terme de l'exercice		8453		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8523P	xxxxxxxxxxxxxxx	60,50
Mutations de l'exercice				
Actées		8473		
Reprises		8483		
Acquises de tiers		8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits		8503		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8513		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8523	60,50	
Montants non appelés au terme de l'exercice		8553P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice	(+)/(-)	8543		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8553		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(284)	8.426,11	
AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES				
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		285/8P	xxxxxxxxxxxxxxx	28.688,65
Mutations de l'exercice				
Additions		8583		
Remboursements		8593		
Réductions de valeur actées		8603		
Réductions de valeur reprises		8613		
Différences de change	(+)/(-)	8623		
Autres	(+)/(-)	8633		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(285/8)	28.688,65	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE		8653		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles la société détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles la société détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital, de capitaux propres ou d'une classe d'actions de la société.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-) *(en unités)*	
RECYMEX Société anonyme Pl Badour Sud / Rue des Roseaux 4 7331 Baudour Belgique 0456.821.795	actions nominatives	4.310	10,78	0,00	31/12/2020	EUR	1.919.447	175.174
LRVS Société coopérative à responsabilité limitée rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 0500.518.218	Parts nominatives	42	33,33	0,00	31/12/2020	EUR	383.233	19.180
VALTRIS Société coopérative à responsabilité limitée rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 0842.689.280	Parts nominatives	5.560	99,64	0,00	31/12/2020	EUR	489.640	23.085
COPIDEC Société coopérative à responsabilité limitée rue de la Lache 4 5150 Floreffe Belgique 0541.505.963	Parts sociales	50	14,28	0,00	31/12/2020	EUR	35.625	-543

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE – AUTRES PLACEMENTS			
Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe	51		
Actions et parts – Valeur comptable augmentée du montant non appelé	8681		
Actions et parts – Montant non appelé	8682		
Métaux précieux et œuvres d'art	8683		
Titres à revenu fixe	52		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit	8684		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	53	4.900.206,93	6.139.067,61
Avec une durée résiduelle ou de préavis			
d'un mois au plus	8686		
de plus d'un mois à un an au plus	8687	4.900.206,93	6.139.067,61
de plus d'un an	8688		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	8689		

	Exercice
COMPTES DE RÉGULARISATION	
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important	
Charges à reporter	123.786,36
Produits acquis	23.052,44

ETAT DE L'APPORT ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DE L'APPORT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Apport			
Disponible au terme de l'exercice	110P	XXXXXXXXXXXXXX	
Disponible au terme de l'exercice	(110)		
Indisponible au terme de l'exercice	111P	XXXXXXXXXXXXXX	6.532.639,11
Indisponible au terme de l'exercice	(111)	6.532.663,90	
Capitaux propres apportés par les actionnaires			
En espèces	8790		
dont montant non libéré	87901		
En nature	8791		
dont montant non libéré	87911		

	Codes	Montants	Nombre d'actions
Modifications au cours de l'exercice			
Zone de Police Aiseau/Châtelet/Farciennes		24,79	
Actions nominatives	8702	XXXXXXXXXXXXXX	263.527
Actions dématérialisées	8703	XXXXXXXXXXXXXX	

	Codes	Exercice
Actions propres		
Détenues par la société elle-même		
Nombre d'actions correspondantes	8722	
Détenues par ses filiales		
Nombre d'actions correspondantes	8732	
Engagement d'émission d'actions		
Suite à l'exercice de droits de conversion		
Montant des emprunts convertibles en cours	8740	
Montant de l'apport	8741	
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	8742	
Suite à l'exercice de droits de souscription		
Nombre de droits de souscription en circulation	8745	
Montant de l'apport	8746	
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	8747	

	Codes	Exercice
Parts		
Répartition		
Nombre de parts	8761	
Nombre de voix qui y sont attachées	8762	
Ventilation par actionnaire		
Nombre de parts détenues par la société elle-même	8771	
Nombre de parts détenues par les filiales	8781	

N°	0201.543.234	C-app 6.7.1

Exercice

EXPLICATION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À L'APPORT (Y COMPRIS L'APPORT EN INDUSTRIE)

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

telle qu'elle résulte des déclarations reçues par la société en vertu de l'article 7:225 du Code des sociétés et des associations, l'article 14, alinéa 4 de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes ou l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation.

Parts sociales de catégorie A	
Aiseau-Presles	9.554 parts sociales
Anderlues	11.421 parts sociales
Chapelle-lez-Herlaimont	14.511 parts sociales
Charleroi	112.153 parts sociales
Châtelet	20.039 parts sociales
Courcelles	15.858 parts sociales
Farciennes	7.022 parts sociales
Fleurus	22.316 parts sociales
Fontaine-l'Evêque	10.835 parts sociales
Gerpinnes	6.616 parts sociales
Ham-sur-Heure/Nalinnes	5.253 parts sociales
Les Bons Villers	8.106 parts sociales
Montigny-le-Tilleul	4.479 parts sociales
Pont-à-Celles	15.352 parts sociales
Parts sociales de catégorie B	
Igretec SCRL	1 part sociale
ISPPC	1 part sociale
CPAS d'Aiseau-Presles	1 part sociale
CPAS d'Anderlues	1 part sociale
CPAS de Châtelet	1 part sociale
CPAS de Charleroi	1 part sociale
Zone de Secours Hainaut Est	1 part sociale
CPAS de Courcelles	1 part sociale
Zone de Police Brunau	1 part sociale
CPAS Farciennes	1 part sociale
Zone de Police Aiseau/Châtelet/Farciennes	1 part sociale
Parts sociales de catégorie C	
Charleroi Secteur 2	1 part sociale

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRÉSENTE UN MONTANT IMPORTANT	Exercice
Provision pour charges salariales	347.470,04
Provision pour litige en cours	583.000,00
Provision pour passif social	7.400.040,64

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

	Codes	Exercice
VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE		
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
Dettes financières	8801	8.767.069,99
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831	
Etablissements de crédit	8841	8.767.069,99
Autres emprunts	8851	
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année	(42)	8.767.069,99
Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir		
Dettes financières	8802	28.560.600,55
Emprunts subordonnés	8812	
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832	
Etablissements de crédit	8842	28.560.600,55
Autres emprunts	8852	
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	8912	28.560.600,55
Dettes ayant plus de 5 ans à courir		
Dettes financières	8803	57.338.185,01
Emprunts subordonnés	8813	
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	57.338.185,01
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes sur commandes	8893	
Autres dettes	8903	
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir	8913	57.338.185,01

	Codes	Exercice
DETTES GARANTIES *(comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)*		
Dettes garanties par les pouvoirs publics belges		
Dettes financières	8921	94.665.855,55
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	94.665.855,55
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	94.665.855,55
Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société		
Dettes financières	8922	
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société	9062	

	Codes	Exercice
DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES		
Impôts *(rubriques 450/3 et 178/9 du passif)*		
Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	443.024,37
Dettes fiscales estimées	450	
Rémunérations et charges sociales *(rubriques 454/9 et 178/9 du passif)*		
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	3.564.300,14

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

	Exercice
Charges à imputer	1.326.593,48
Produits à reporter	4.993.685,54

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Chiffre d'affaires net			
Ventilation par catégorie d'activité			
Vente de sacs		2.831.698,89	2.867.656,09
Conteneurs/Enlèvements spéciaux		2.701.276,09	1.814.164,06
Valorisation parcs à conteneurs		1.524.604,49	1.294.331,13
Divers		266.817,66	1.859.904,37
Ventes diverses : verres, cartons, métaux, plastiques		5.016.379,68	4.228.568,74
Energie		2.478.571,78	2.114.982,90
Traitement		298.923,38	188.121,78
Ventes mitrailles		470.507,84	207.859,48
Evacuation pour compte de tiers		1.157.262,30	1.011.070,22
Intervention administration générale		341.205,82	339.525,05
Service Propreté		10.654,24	3.293,66
Ventilation par marché géographique			
Autres produits d'exploitation			
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	740	2.592.630,63	2.328.977,60
CHARGES D'EXPLOITATION			
Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel			
Nombre total à la date de clôture	9086	708	623
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	9087	669,2	604,3
Nombre d'heures effectivement prestées	9088	956.231	858.085
Frais de personnel			
Rémunérations et avantages sociaux directs	620	27.009.864,92	24.366.544,39
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	6.561.550,15	5.965.779,26
Primes patronales pour assurances extralégales	622	488.685,50	470.139,05
Autres frais de personnel	623	2.078.900,47	1.885.927,61
Pensions de retraite et de survie	624		

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)	635		
Réductions de valeur				
Sur stocks et commandes en cours				
Actées		9110	13.059,25	
Reprises		9111		
Sur créances commerciales				
Actées		9112		59,50
Reprises		9113		
Provisions pour risques et charges				
Constitutions		9115	11.516.013,27	9.202.298,47
Utilisations et reprises		9116	10.740.897,45	10.990.050,75
Autres charges d'exploitation				
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation		640	1.670.595,21	1.403.788,09
Autres		641/8	96.075,90	48.267,04
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de la société				
Nombre total à la date de clôture		9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein		9097	36,8	59,6
Nombre d'heures effectivement prestées		9098	72.709	45.672
Frais pour la société		617	598.669,87	371.234,04

RÉSULTATS FINANCIERS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS			
Autres produits financiers			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats			
Subsides en capital	9125	1.266.563,41	1.277.156,66
Subsides en intérêts	9126		
Ventilation des autres produits financiers			
Différences de change réalisées	754		
Autres			
Dividendes			21.259,58
Subside bois		43.618,47	40.435,39
Différence paiement clients		7.522,99	52.543,90
CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES			
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	6501		
Intérêts portés à l'actif	6502		
Réductions de valeur sur actifs circulants			
Actées	6510		
Reprises	6511		
Autres charges financières			
Montant de l'escompte à charge de la société sur la négociation de créances	653		
Provisions à caractère financier			
Dotations	6560		
Utilisations et reprises	6561		
Ventilation des autres charges financières			
Différences de change réalisées	654		
Ecarts de conversion de devises	655		
Autres			
Charges financières diverses		30.335,08	

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

		Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS		76	177.603,04	256.644,87
Produits d'exploitation non récurrents		(76A)	177.603,04	256.644,87
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		760		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		7620		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles		7630	500,00	72.257,03
Autres produits d'exploitation non récurrents		764/8	177.103,04	184.387,84
Produits financiers non récurrents		(76B)		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		761		
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		7621		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières		7631		
Autres produits financiers non récurrents		769		
CHARGES NON RÉCURRENTES		66	593.833,03	840.953,46
Charges d'exploitation non récurrentes		(66A)	593.833,03	840.953,46
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		660	216.900,36	216.900,36
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations)	(+)/(-)	6620		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles		6630		622.014,84
Autres charges d'exploitation non récurrentes		664/7	376.932,67	2.038,26
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)	6690		
Charges financières non récurrentes		(66B)		
Réductions de valeur sur immobilisations financières		661		
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels: dotations (utilisations)	(+)/(-)	6621		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières		6631		
Autres charges financières non récurrentes		668		
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)	6691		

IMPÔTS ET TAXES

	Codes	Exercice
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		
Impôts sur le résultat de l'exercice	9134	35.142,90
Impôts et précomptes dus ou versés	9135	35.142,90
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	9136	
Suppléments d'impôts estimés	9137	
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	9138	2.798,05
Suppléments d'impôts dus ou versés	9139	2.798,05
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	9140	
Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		

	Exercice
Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice	

	Codes	Exercice
Sources de latences fiscales		
Latences actives	9141	
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	9142	
Latences passives	9144	
Ventilation des latences passives		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS			
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
A la société (déductibles)	9145	3.163.495,57	2.892.740,49
Par la société	9146	5.055.918,06	6.941.548,09
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel	9147	4.777.470,63	4.410.120,72
Précompte mobilier	9148		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR LA SOCIÉTÉ POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS	9149	
Dont		
Effets de commerce en circulation endossés par la société	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par la société	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par la société	9153	
GARANTIES RÉELLES		
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de la société		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	91611	
Montant de l'inscription	91621	
Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat	91631	
Gages sur fonds de commerce		
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement	91711	
Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat	91721	
Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs		
La valeur comptable des actifs grevés	91811	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91821	
Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs		
Le montant des actifs en cause	91911	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91921	
Privilège du vendeur		
La valeur comptable du bien vendu	92011	
Le montant du prix non payé	92021	

	Codes	Exercice
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	91612	
Montant de l'inscription	91622	
Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat	91632	
Gages sur fonds de commerce		
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement	91712	
Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat	91722	
Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs		
La valeur comptable des actifs grevés	91812	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91822	
Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs		
Le montant des actifs en cause	91912	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91922	
Privilège du vendeur		
La valeur comptable du bien vendu	92012	
Le montant du prix non payé	92022	

	Codes	Exercice
BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE LA SOCIÉTÉ, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS		
MARCHÉ À TERME		
Marchandises achetées (à recevoir)	9213	
Marchandises vendues (à livrer)	9214	
Devises achetées (à recevoir)	9215	
Devises vendues (à livrer)	9216	

	Exercice
ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES	

	Exercice
MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS	

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

L'entreprise accorde :

- des jours de maladie qui peuvent être reportés.
- une assurance groupe

Mesures prises pour en couvrir la charge

Concernant les cotisations de pension des agents statutaires, à l'heure actuelle une étude Ethias qui sera réactualisée prochainement, fait état que l'intercommunale ne devrait pas connaître de problème à court terme

Sur base des simulations réalisées par notre conseil et dernières informations disponibles à ce jour, nous ne présentons pas de sous-financement de l'assurance de groupe pour les contractuels

	Code	Exercice
PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME		
Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées	9220	
Bases et méthodes de cette estimation		

	Exercice
NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats	

	Exercice
ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT	

	Exercice
NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN	
A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société	

	Exercice
AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)	
Caution solidaire emprunt Valtris	28.800.000,00

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

ENTREPRISES LIÉES	Codes	Exercice	Exercice précédent
Immobilisations financières	(280/1)	560.000,00	560.000,00
Participations	(280)	560.000,00	560.000,00
Créances subordonnées	9271		
Autres créances	9281		
Créances	9291	8.617.189,33	5.572.714,54
A plus d'un an	9301		
A un an au plus	9311	8.617.189,33	5.572.714,54
Placements de trésorerie	9321		
Actions	9331		
Créances	9341		
Dettes	9351		
A plus d'un an	9361		
A un an au plus	9371		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	9381	28.800.000,00	28.800.000,00
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société	9391		
Autres engagements financiers significatifs	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	9421		
Produits des actifs circulants	9431		
Autres produits financiers	9441		
Charges des dettes	9461		
Autres charges financières	9471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	9481		
Moins-values réalisées	9491		

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES ASSOCIÉES			
Immobilisations financières	9253		
Participations	9263		
Créances subordonnées	9273		
Autres créances	9283		
Créances	9293		
A plus d'un an	9303		
A un an au plus	9313		
Dettes	9353		
A plus d'un an	9363		
A un an au plus	9373		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	9383		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société	9393		
Autres engagements financiers significatifs	9403		
AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	9252	121.838,32	121.838,32
Participations	9262	121.838,32	121.838,32
Créances subordonnées	9272		
Autres créances	9282		
Créances	9292		
A plus d'un an	9302		
A un an au plus	9312		
Dettes	9352		
A plus d'un an	9362		
A un an au plus	9372		

	Exercice
TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ **Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société**	

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

	Codes	Exercice
LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LA SOCIÉTÉ SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES		
Créances sur les personnes précitées	9500	
Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé		
Garanties constituées en leur faveur	9501	
Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	9502	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable		
Aux administrateurs et gérants	9503	73.787,62
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	9504	

	Codes	Exercice
LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)		
Emoluments du (des) commissaire(s)	9505	27.500,00
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)		
Autres missions d'attestation	95061	500,00
Missions de conseils fiscaux	95062	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	95063	
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)		
Autres missions d'attestation	95081	
Missions de conseils fiscaux	95082	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	95083	

Mentions en application de l'article 3:64, §2 et §4 du Code des sociétés et des associations

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

POUR CHAQUE CATÉGORIE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

				Exercice		Exercice précédent	
Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	Spéculation / couverture	Volume	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COMPTABILISÉES À UN MONTANT SUPÉRIEUR À LA JUSTE VALEUR

	Valeur comptable	Juste valeur
Montants des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate		
Parts Valtris	556.000,00	555.543,51

Raison pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite

Aucune réduction de valeur n'a été actée sur les titres de Valtris. Cfr statuts qui prévoient l'intervention dans la perte de Valtris par Tibi.

Eléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES SOCIÉTÉS SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

~~**La société établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion***~~

La société n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s)*

~~La société et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 1:26 du Code des~~ sociétés et ~~des associations*~~

La société ne possède que des sociétés filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable* (article 3:23 du Code des sociétés et des associations)

~~La société est elle-même filiale d'une société mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une société de droit belge, numéro d'entreprise de la (des) société(s) mère(s) et indication si cette (ces) société(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation**:

Si la (les) société(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus**:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de la société sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit de sociétés dont la société fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RÈGLES D'ÉVALUATION

1. Principes généraux

Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations.
En vue d'assurer l'image fidèle, il a été dérogé aux règles d'évaluation prévues dans cet arrêté dans les cas exceptionnels suivants:

Ces dérogations se justifient comme suit:

Ces dérogations influencent de la façon suivante le patrimoine, la situation financière et le résultat avant impôts de l'entreprise:

Les règles d'évaluation ~~(ont)~~ (n'ont pas) été modifiées dans leur énoncé ou leur application par rapport à l'exercice précédent; dans l'affirmative, la modification concerne:

et influence (positivement (négativement) le résultat de l'exercice avant impôts à concurrence de EUR.

Le compte de résultats ~~(a)~~ (n'a pas) été influencé de façon importante par des produits ou des charges imputables à un exercice antérieur; dans l'affirmative, ces résultats concernent:

Les chiffres de l'exercice ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent en raison du fait suivant:

(Pour que la comparaison soit possible, les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés sur les points suivants)
(Pour comparer les comptes des deux exercices, il faut tenir compte des éléments suivants):

A défaut de critères objectifs, l'estimation des risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations mentionnés ci-dessous, est inévitablement aléatoire:

Autres informations requises pour que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'entreprise:

2. Actifs immobilisés

Frais d'établissement:

Les frais d'établissement sont immédiatement pris en charge sauf les frais suivants qui sont portés à l'actif:

Frais de restructuration:

Au cours de l'exercice, des frais de restructuration ~~(ont)~~ (n'ont pas) été portés à l'actif; dans l'affirmative, cette inscription à l'actif se justifie comme suit:

Immobilisations incorporelles:

Le montant à l'actif des immobilisations incorporelles comprend EUR de frais de recherche et de développement. La durée d'amortissement de ces frais et du goodwill (est) (n'est pas) supérieure à 5 ans; dans l'affirmative, cette durée se justifie comme suit:

Immobilisations corporelles:

Des immobilisations corporelles ~~(ont)~~ (n'ont pas) été réévaluées durant l'exercice; dans l'affirmative, cette réévaluation se justifie comme suit:

RÈGLES D'ÉVALUATION

Amortissements actés pendant l'exercice:

Actifs	Méthode L *(linéaire)* D *(degressive)* A *(autres)*	Base NR *(non-réévaluée)* R *(réévaluée)*	Taux en % Principal Min. - Max.	Taux en % Frais accessoires Min. - Max.
1. Frais d'établissement				
2. Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	L	NR	20,00 - 33,33	20,00 - 33,33
3. Bâtiments*				
Bâtiments indust., admin. ou com	L	NR	3,00 - 10,00	3,00 - 10,00
4. Installations, machines et outillage*				
Instal., machines, outillage	L	NR	10,00 - 20,00	10,00 - 20,00
5. Matériel roulant*				
Matériel roulant	L	NR	12,50 - 20,00	12,50 - 20,00
6. Matériel de bureau et mobilier*				
Matériel de bureau et mobilier	L	NR	10,00 - 20,00	10,00 - 20,00
7. Autres immobilisations corporelles				
Autres immobilisations	L	NR	10,00 - 20,00	10,00 - 20,00

* Y compris les actifs détenus en location-financement; ceux-ci font, le cas échéant, l'objet d'une ligne distincte

Excédent des amortissements accélérés pratiqués, déductibles fiscalement, par rapport aux amortissements économiquement justifiés:

- montant pour l'exercice: EUR.
- montant cumulé pour les immobilisations acquises à partir de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983: EUR.

Immobilisations financières:

Des participations ~~(ont)~~ (n'ont pas) été réévaluées durant l'exercice; dans l'affirmative, cette réévaluation se justifie comme suit:

3. Actifs circulants

Stocks:

Les stocks sont évalués à leur **valeur d'acquisition** calculée selon la méthode *(à mentionner)* du prix moyen pondéré, Fifo, Lifo, d'individualisation du prix de chaque élément, ou à la **valeur de marché** si elle est inférieure:

1. Approvisionnements:
   Fifo
2. En cours de fabrication - produits finis:
3. Marchandises:
   Fifo
4. Immeubles destinés à la vente:
   Valeur d'expertise non actualisée des plus-values éventuelles de réalisation

Fabrications

- Le coût de revient des fabrications (inclut) (n'inclut pas) les frais indirects de production.
- Le coût de revient des fabrications à plus d'un an (inclut) (n'inclut pas) des charges financières afférentes aux capitaux empruntés pour les financer.

En fin d'exercice, la valeur de marché du total des stocks dépasse d'environ % leur valeur comptable.
(Ce renseignement ne doit être mentionné que si l'écart est important).

Commandes en cours d'exécution:

Les commandes en cours sont évaluées au (coût de revient)
(coût de revient majoré d'une quotité du résultat selon l'avancement du travail).

RÈGLES D'ÉVALUATION

4. Passif

Dettes:

Le passif (~~comporte des)~~ (ne comporte pas de) dettes à long terme, non productives d'intérêt ou assorties d'un taux d'intérêt anormalement faible: dans l'affirmative, ces dettes (font) (ne font pas) l'objet d'un escompte porté à l'actif.

Devises:

Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises sont convertis en EUR sur les bases suivantes:

Les écarts de conversion des devises sont traités comme suit dans les comptes annuels:

Conventions de location-financement:

Pour les droits d'usage résultant de conventions de location-financement qui n'ont pas été portés à l'actif *(portant sur des biens immobiliers et conclues avant le 1er janvier 1980),* les redevances et loyers relatifs aux locations-financements de biens immobiliers et afférents à l'exercice se sont élevés à: EUR.

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend la société:

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	653,0	590,6	62,4
Temps partiel	1002	20,1	15,7	4,4
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	669,2	603,2	66,0
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	940.475	856.604	83.871
Temps partiel	1012	15.756	13.295	2.461
Total	1013	956.231	869.899	86.332
Frais de personnel				
Temps plein	1021	31.397.184,00	27.983.845,00	3.413.339,00
Temps partiel	1022	975.929,00	724.607,00	251.322,00
Total	1023	32.373.113,00	28.708.452,00	3.664.661,00
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	805.299,00	734.270,00	71.029,00

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	604,3	550,7	53,6
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	858.085	786.180	71.905
Frais de personnel	1023	32.688.390,31	29.169.965,97	3.518.424,34
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	747.595,00	690.935,00	56.660,00

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

A la date de clôture de l'exercice	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs	105	690	18	704,7
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	569	18	583,7
Contrat à durée déterminée	111	105		105,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113	16		16,0
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	612	15	624,3
de niveau primaire	1200	164	5	168,0
de niveau secondaire	1201	419	8	425,6
de niveau supérieur non universitaire	1202	15	1	15,8
de niveau universitaire	1203	14	1	14,9
Femmes	121	78	3	80,4
de niveau primaire	1210	7		7,0
de niveau secondaire	1211	42	2	43,6
de niveau supérieur non universitaire	1212	17	1	17,8
de niveau universitaire	1213	12		12,0
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130	1		1,0
Employés	134	98	3	100,5
Ouvriers	132	591	15	603,2
Autres	133			

PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Au cours de l'exercice	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de la société
Nombre moyen de personnes occupées	150	10,2	26,6
Nombre d'heures effectivement prestées	151	20.058	52.651
Frais pour la société	152	498.075,42	100.594,45

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice	205	182	1	182,5
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210	33		33,0
Contrat à durée déterminée	211	133	1	133,5
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212			
Contrat de remplacement	213	16		16,0

SORTIES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice	305	95	4	97,6
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	310	32	3	34,1
Contrat à durée déterminée	311	58	1	58,5
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312			
Contrat de remplacement	313	5		5,0
Par motif de fin de contrat				
Pension	340	6	2	7,3
Chômage avec complément d'entreprise	341			
Licenciement	342	12		12,0
Autre motif	343	77	2	78,3
Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de la société comme indépendants	350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801	251	5811	39
Nombre d'heures de formation suivies	5802	2.533	5812	622
Coût net pour la société	5803	160.002,54	5813	39.290,00
dont coût brut directement lié aux formations	58031	160.002,54	58131	39.290,00
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821		5831	
Nombre d'heures de formation suivies	5822		5832	
Coût net pour la société	5823		5833	
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour la société	5843		5853	

TIBI SC

Rapport du commissaire

31 décembre 2021

THE POWER OF BEING UNDERSTOOD
AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM

TIBI SC

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

(COMPTES ANNUELS)

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la TIBI SC (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 25 juin 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de TIBI durant 6 exercices consécutifs.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 143.179.216,32 et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de € 49.587.514,63.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM Belgium is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices in his own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit SRL - Réviseurs d'entreprises - Siège social : Chaussée de Waterloo 1151 - B 1180 Bruxelles
audit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436.391.122 - RPM Bruxelles

Member of **RSM Toelen Cats Dupont Koevoets -** Offices in Aalst, Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficience ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des Sociétés et des Associations et des Statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2020) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des Sociétés et des Associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et des Associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été ventilés et valorisés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts, du Code des Sociétés et des Associations.

Gosselies, le 12 mai 2022

RSM INTERAUDIT SRL
COMMISSAIRE
REPRÉSENTÉE PAR

Digitally signed by Thierry Lejuste (Signature)
Date: 2022.05.12 11:21:00 +02'00'

Catherine Saey (Signature)
Digitally signed by Catherine Saey (Signature)
Date: 2022.05.12 10:23:46 +02'00'

THIERRY LEJUSTE
ASSOCIÉ

CATHERINE SAEY
ASSOCIÉE

9.3. RAPPORT DU COMITE DE REMUNERATION (L-1523-17)

En date du 02 mai 2022, le Comité de rémunération s'est réuni afin :

• d'établir, conformément aux prescrits de l'art. L1523-17 § 2 al. 3 du CDLD, un rapport d'évaluation écrit portant sur la pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non accordés aux membres des comités de gestion et aux fonctions de direction au cours de l'exercice précédent ainsi que sur la politique globale de rémunération ;

• d'émettre d'éventuelles recommandations à l'Organe d'administration.

9.3.1. Modalités des rémunérations des mandats

L'Assemblée générale, en sa séance du 30 juin 2021 et sur recommandation du Comité de rémunération du 29 avril 2021, a décidé de maintenir les rémunérations des Présidents et Vice-Présidents ainsi que les jetons de présence des autres administrateurs aux mêmes montants que ceux approuvés par l'Assemblée générale du 30 juin 2020, à savoir :

Président :	rémunération de 25.200 € annuel brut
Vice-Président :	rémunération de 18.600 € annuel brut
Président du Comité d'audit :	jeton de 200 €
Autres administrateurs :	jeton de 150 €

Justification : Plafond 5 de l'annexe 1 du CDLD : montant annuel brut non indexé de 17.140,41 € (29.841,45 € jusqu'octobre 2021 à l'indice 1,7410 et puis 30.437,97 € jusque février 2022 à l'indice 1,7758) pour le score compris entre 2,50 et 2,75 décomposé comme suit :

• Population des Communes associées de plus de 250.000 à 450.000 habitants : score de 0,75

• Chiffre d'affaires de plus de 15.500.000 € à 55.500.000 € : score de 0,75

• Personnel occupé en ETP de plus de 250 personnes : score de 1

Conformément à l'article L5311-1 § 14 du CDLD, le montant maximal est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. Il est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1er janvier 1990.

En outre, les rémunérations sont proportionnelles à la présence :

Conformément à l'article L5311-1 § 10 du CDLD :

• La rémunération du Président et du Vice-Président est calculée pour la participation à l'ensemble des réunions des organes de gestion auxquelles sont tenues de participer les fonctions précitées ;

• Lorsqu'un défaut de participation a été constaté, le montant de la rémunération est réduit à due concurrence ;

• Le Président et le Vice-Président qui n'ont pas participé à l'entièreté de la réunion sont considérés en défaut de participation. Une absence totale ou partielle à une réunion d'un organe de gestion, en raison d'une maladie, d'un congé de maternité ou d'un cas de force majeure n'est pas considérée comme un défaut de participation, pour autant que cet état de fait puisse être dûment justifié ;

• La rémunération est versée mensuellement, à terme échu;

• La rémunération annuelle brute est versée aux Présidents et Vice-Présidents à concurrence de 1/12ème chaque fin de mois ;

• En fin d'année, un décompte des présences est effectué et la situation des Présidents et Vice-Présidents est régularisée, éventuellement par prélèvement(s) sur les mensualités suivantes.

En ce qui concerne les jetons de présence :

Conformément à l'article L5311-1 § 2 du CDLD :

• Un administrateur ne peut pas percevoir de rémunération autre qu'un jeton de présence ni d'avantage en nature ;

• Il perçoit un seul jeton de présence pour chaque séance de l'organe de gestion à laquelle il assiste ;

• Le montant du jeton de présence ne peut pas être supérieur à 125 euros (217,63 € jusqu'octobre 2021 à l'indice 1,7410 et puis 221,98 € jusque février 2022 à l'indice 1,7758) ;

• Il est accordé au même administrateur un seul jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein de la même personne morale ou association de fait ;

• A l'exception des réunions du Comité d'audit, aucun jeton de présence, rémunération et avantage en nature n'est perçu pour la participation à des réunions d'organes qui ne sont pas des organes restreints de gestion au sens de l'article L1523-18 §2.

Application à Tibi

Le Comité de rémunération a constaté qu'en 2021, conformément à la réglementation :

• Le Président a perçu un rémunération annuelle brute de 25.200 € ;

• Le Vice-Président a perçu un rémunération annuelle brute de 17.911,11 € ;

• Le Président du Comité d'audit a perçu, par participation complète aux séances du Comité d'audit un jeton de présence de 200 € ;

• Les membres de l'Organe d'administration, du Bureau exécutif et du Comité d'audit ont perçu, par participation complète aux séances de leurs instances, un jeton de présence de 150 € ;

• Aucune rémunération n'a été octroyée pour la participation aux séances du Comité de rémunération.

9.3.2. Politique globale de la rémunération

Depuis 2007, l'Intercommunale suit la RGB pour la rémunération de base.

Toutes les échelles barémiques applicables au sein de Tibi sont reprises dans le statut administratif et pécuniaire.

Le traitement mensuel brut est fixé sur base du rattachement à une échelle barémique (majoré en fonction du salaire par l'allocation de foyer et de résidence) et est indexé en même temps et selon le même pourcentage que l'indexation de la fonction publique.

Au sein d'une échelle attribuée, le collaborateur évolue tous les ans (annales) en fonction de l'échelle et de l'ancienneté barémique attribuées.

Au traitement mensuel brut s'ajoutent les avantages suivants :

Chèques-repas

L'employeur intervient dans les frais de repas du collaborateur (hormis le personnel étudiant) sous forme de chèques-repas. Depuis le premier avril 2020, la valeur faciale du chèque-repas est de 7 € par jour (en 2020, la valeur faciale était de 6 € par jour).

L'intervention personnelle légale est de 1,09 € par jour.

Le nombre de chèques-repas octroyés est égal au nombre de jours de travail.

Assurances groupe à contribution définie

Les prestations « vie » et « décès » sont financées par :

- Une prime personnelle égale à :
  - o Pour les ouvriers : 0% S
  - o Pour les employés : 1% S1 et 3% S2
  - o Pour les cadres : 1% S1 et 3% S2
- Une prime patronale égale à :
  - o Pour les ouvriers : 2,5% S
  - o Pour les employés : 4% S
  - o Pour les cadres : 6% S1 et 10% S2

Assurance hospitalisation

Intervient en cas d'hospitalisation et couvre la partie de la facture d'hospitalisation à charge du patient pour les frais ayant fait l'objet d'une intervention de la mutuelle. La prime relative au travailleur est prise en charge par Tibi. Le travailleur a la possibilité d'affilier les membres de sa famille, à ses frais, moyennant le paiement d'une prime dont le montant varie en fonction de l'âge de la personne à affilier.

Mise à disposition de GSM

Les employés dont la fonction le requière se voient mis un smartphone à disposition et sont, dès lors, soumis à un avantage de toute nature.

Mise à disposition d'un véhicule de société

Le Directeur Général, le Directeur Opérationnel et le Directeur Support, par la spécificité de leur fonction, disposent d'un véhicule de société (leasing). Ils sont soumis à un avantage de toute nature conformément aux règles sociales et fiscales en vigueur.

9.3.3. Informations relatives aux rémunérations des fonctions de direction

Les fonctions de direction comprennent le Directeur Général, le Directeur Opérationnel et le Directeur Support.

Fonction	Rémunération annuelle brute	Détail de la rémunération annuelle brute
Directeur Général	152.992,85€	-Rémunération annuelle brute -Chèque-repas -Assurance hospitalisation -Assurance groupe
Directeur Opérationnel	88.602,14€	
Directeur Support	92.386,94€	

Le Directeur Général est titulaire de la gestion journalière déléguée par l'Organe d'administration, ayant notamment trait aux engagements financiers inférieurs à 30.000 €, à la préparation et au suivi des réunions des organes de gestion. De manière générale, il est garant du bon fonctionnement des services, dirige le personnel et s'assure de la bonne préparation et de la réalisation des dossiers. Il encadre les Directeurs et les Responsables d'Unité et Chefs de Service, et est le lien entre l'opérationnel et le politique en collaboration avec le Bureau exécutif. Il a en outre une mission de représentation au sein d'organes extérieurs.

Le niveau de rémunération du Directeur Général correspond au grade A8 de la RGB et est bien inférieur au montant annuel maximum brut de rémunération liée à la fonction dirigeante locale telle que définie à l'annexe 4 du Décret du 29 mars 2018 (plafond de 255.210,01 € brut).

Les rémunérations octroyées aux fonctions de direction couvrent toutes les prestations pendant et en dehors de l'horaire de travail en ce compris les heures supplémentaires, et leur participation à toutes les réunions des organes de l'Intercommunale, quels qu'en soient le moment et la durée, et les représentations externes de l'Intercommunale (soirée, week-end, etc.).

Tous les mandats exercés par les membres du personnel de direction le sont à titre gratuit.

9.3.4. Conclusion du Comité de rémunération concernant la pertinence de la politique de rémunération

Le Comité de rémunération constate que les modalités de rémunération des mandats reprises au point 1 ci-avant sont la stricte application des délibérations prises en Assemblée générale, compétente en la matière.

Il constate également que les rémunérations des fonctions de direction sont en conformité avec le prescrit du CDLD.

Le Comité de rémunération, à l'unanimité des membres présents, décide de :

• Marquer accord sur le rapport de rémunération ;

• Soumettre le présent rapport à l'approbation du prochain Organe d'administration de Tibi et de l'annexer au Rapport de Gestion conformément aux articles L1523-17 §2 al. 2 et L1523-16 al. 4 du CDLD.

9.4. RAPPORT DE RÉMUNÉRATION DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION (L6421-1)

9.4.1. Contexte

Le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation impose, en son article L6421-1, au principal organe de gestion de l'Intercommunale d'établir un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et les titulaires de la fonction dirigeante locale.

Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes :

• les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du Comité d'audit, en fonction de leur qualité d'administrateur titulaire d'un mandat originaire ou non élu, de Président ou de Vice-Président, ou de membre d'un organe restreint de gestion ou du Bureau exécutif ou du Comité d'audit, ainsi que la justification du montant de toute rémunération autre qu'un jeton de présence au regard du rôle effectif du Président, Vice-Président, ou au membre du Bureau exécutif au sein de l'Intercommunale;

• les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux titulaires des fonctions de direction ;

• la liste des mandats détenus dans toutes les entités dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats ;

• pour le titulaire de la fonction dirigeante locale, la liste des mandats détenus dans toutes les entités dans lesquelles l'Intercommunale détient des participations directement ou indirectement, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats ;

• la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution.

Ce rapport est adopté par le principal organe de gestion et mis à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'Assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel de gestion établi par les administrateurs.

9.4.2. Informations générales relatives à l'institution

Numéro d'indentification (BCE)	201.543.234
Type d'institution	Intercommunale
Nom de l'institution	Tibi
Période de reporting	2021

Instance	Nombre de réunion(s)
Assemblée générale	2
Organe d'administration	9
Bureau exécutif	18
Comité de rémunération	1
Comité d'audit	2
Comité de secteur	néant

9.4.3. Informations relatives aux rémunérations des membres des organes de gestion (au 31/12/2021)

Fonction	Nom	Prénom	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération annuelle brute	Détail de la rémunération et des avantages	Justification de la rémunération si autre qu'un jeton	Liste des mandats dérivés liés à la fonction et rémunération éventuelle	# réunions	# participation (2)	% participation aux réunions
Président	CASAERT	Léon	01-10-20		25.200,00 €	Indemnité annuelle	Décision AG (1)	néant	27	27	100,0%
Vice-Président	DOLIMONT	Adrien	25-06-19		17.911,11 €	Indemnité annuelle	Décision AG (1)	néant	27	26	96,3%
Membres Bex	BANGISA	Gaëtan	01-10-20		3.900,00 €	Jetons de présence		néant	27	27	100,0%
	CHARLIER	Philippe	01-07-18		3.900,00 €	Jetons de présence		néant	27	27	100,0%
	DENYS	Laurence	25-06-19	24-02-21	450,00 €	Jetons de présence		néant	3	3	100,0%
	LO RUSSO	Antonella	24-02-21		3.300,00 €	Jetons de présence		néant	23	23	100,0%
Membres CoAud	CHARLET	Eric	26-11-20		1.650,00 €	Jetons de présence		néant	11	11	100,0%
	CHOËL	Manon	03-12-18		750,00 €	Jetons de présence		néant	11	5	45,5%
	FELON	Maxime	25-06-19		1.500,00 €	Jetons de présence		néant	11	10	90,9%
	GRENIER	Dominique	01-07-18		1.750,00 €	Jetons de présence		néant	11	11	100,0%
	PERIN	Mathieu	25-06-19		1.650,00 €	Jetons de présence		néant	11	11	100,0%
Membres CoRem	LAURENT	Christine	25-06-19		1.350,00 €	Jetons de présence		néant	10	10	100,0%
	LIPPE	Laurent	01-03-17		1.350,00 €	Jetons de présence		néant	10	9	90,0%
	LORAND	Francis	01-03-17		1.050,00 €	Jetons de présence		néant	10	8	80,0%
	MOULIN	Mathieu	23-09-20		1.350,00 €	Jetons de présence		néant	10	9	90,0%
	TOUSSAINT	Marie-France	25-06-19		900,00 €	Jetons de présence		néant	10	7	70,0%
Administrateurs	DEBROUX	Benjamin	25-06-19		900,00 €	Jetons de présence		néant	9	6	66,7%
	FIEVET	François	01-01-21		1.350,00 €	Jetons de présence		néant	9	9	100,0%
	MOSCARIELLO	Annibale	01-03-17		900,00 €	Jetons de présence		néant	9	6	66,7%
	TIMMERMANS	Emilie	25-06-19		1.350,00 €	Jetons de présence		néant	9	9	100,0%
	VAN ISACKER	Pierre-Olivier	25-06-19		1.350,00 €	Jetons de présence		néant	9	9	100,0%
Total général					73.811,11 €						

(1) Outre les contacts rapprochés avec la Direction générale de l'Intercommunale et le lien avec les administrateurs, les fonctions de Président et Vice-Président engendrent de nombreuses autres implications que la participation aux réunions des organes de gestion, qu'elles aient trait aux réunions stratégiques thématiques, à la presse, au protocolaire, groupes de travail mais également à la préparation et le suivi. A cela s'ajoute le temps de préparation et de suivi des réunions et de la réflexion (dont recherche et contacts éventuels) sur les dossiers stratégiques (dont plan stratégique, rapport annuel, nouveaux métiers, autres dossiers spécifiques). Dans la rémunération fixe entrent également en ligne de compte les nombreuses réunions syndicales (concertation/négociation) ainsi que les signatures de courriers et actes engageant l'Intercommunale. Ces différents éléments supposent de dégager un temps nettement plus conséquent qu'un administrateur, ce qui justifie la rémunération dans le respect de l'article L5311-1 du CDLD.

(2) En ce qui concerne les Président et Vice-Président, les absences justifiées sont comptabilisées comme présence et n'affectent par conséquent pas la rémunération (cf. article L5311-1 §10 du CDLD)

9.4.4. Informations relatives aux rémunérations des titulaires de fonction de direction

Fonction	Nom et Prénom	Ancien-neté	Rémunération annuelle brute (1)	Détail de la rémunération et des avantages (2)				Liste des mandats dérivés liés à la fonction et rémunération éventuelle (4)
				Salaire	Chèque repas (3)	Assurance hospitalisa-tion	Assurance groupe	
Directeur général	TELLER PHILIPPE (5)	21	152.992,85 €	139.671,02 €	1.258,83 €	247,20 €	11.815,80 €	Administrateur de VALTRIS, LRVS, Recymex et Copidec
Directeur opérationnel	SOUVEREYNS GREGORY	13	88.602,14 €	81.966,23 €	1.235,19 €	148,32 €	5.252,40 €	Administrateur de VALTRIS, Copidec, Belgian Solid Waste Association et Belgian Waste to Energy
Directeur support	BRISON EMMANUEL	14	92.386,94 €	84.902,29 €	1.276,56 €	503,53 €	5.704,56 €	Administrateur de LRVS
Total rémunérations			**333.981,93 €**					

(1) Rémunération totale annuelle brute indexée, comprenant toutes sommes en espèces et tous avantages évaluables en argent.

(2) Différentes composantes de la rémunération brute annuelle (sommes en espèces, autres avantages éventuels conformément aux règles reprises à l'annexe 4 du CDLD)

(3) Part patronale (5,91 €)

(4) Aucun mandat n'est rémunéré

(5) Titulaire de la fonction dirigeante locale

Plan de pension complémentaire du fonctionnaire dirigeant local (Biffer la mention inutile)

- Le titulaire de la fonction dirigeante locale est-il couvert par une assurance groupe ?

  Oui ~~Non~~

- Si oui, s'agit-il d'un plan de pension à contribution définie conformément à l'annexe 4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ?

  Oui ~~Non~~

- Le pourcentage et les conditions de l'assurance groupe sont-ils identiquement applicables à l'ensemble du personnel contractuel conformément à l'annexe 4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ?

  Oui ~~Non~~

- Montant dont a bénéficié sur l'année le titulaire de la fonction dirigeante locale dans le cadre de l'assurance groupe ?

  11.815,80 €

9.4.5 Annexes au rapport L6421-1

Annexe 1 : Relevé nominatif et liste des présences des membres aux réunions des organes de gestion

Organe d'administration

Présence 2021 instances				Organe d'administration								
Nom	Prénom	Début de mandat	Fin de mandat	13-01-21	24-02-21	24-03-21	12-05-21	30-06-21	22-09-21	27-10-21	24-11-21	22-12-21
				Mixte	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**	**Prés.**	**Visio**	**Visio**
CASAERT	Léon	01-10-20		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
DOLIMONT	Adrien	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
BANGISA	Gaëtan	01-10-20		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
CHARLET	Eric	26-11-20		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
CHARLIER	Philippe	01-07-18		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
CHOËL	Manon	03-12-18		PT	PT	PT	PT	E	E	E	E	A
DEBROUX	Benjamin	25-06-19		PT	PT	A	PT	E	PT	E	PT	PT
DENYS	Laurence	25-06-19	24-02-21	PT	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
FELON	Maxime	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	PT	E	PT	PT
FIEVET	François	01-01-21		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
GRENIER	Dominique	01-07-18		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
LAURENT	Christine	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
LIPPE	Laurent	01-03-17		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
LO RUSSO	Antonella	24-02-21		n.a.	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
LORAND	Francis	01-03-17		A	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	A
MOSCARIELLO	Annibale	01-03-17		A	PT	A	A	PT	PT	PT	PT	PT
MOULIN	Mathieu	23-09-20		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
PERIN	Mathieu	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
TIMMERMANS	Emilie	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
TOUSSAINT	Marie-France	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	E	E	PT	A
VAN ISACKER	Pierre-Olivier	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT

PT : Présent toute la réunion=>rémunération/jeton

PP:: Présent une partie de la réunion=>pas de rémunération/jeton

J : Absence justifiée=>rémunération pour Président et Vice-Président

A : Absent=>pas de rémunération/jeton

E : Excusé=>pas de rémunération/jeton

n.a. : pas membre de l'instance à cette date

D : Doublon de réunion le même jour=>pas de jeton

Bureau exécutif

Nom	Prénom	Date de début mandat	Date de fin de mandat	07-01-21	28-01-21	11-02-21	10-03-21	01-04-21	22-04-21	11-05-21	03-06-21	24-06-21	30-06-21	22-07-21	19-08-21	09-09-21	29-09-21	14-10-21	10-11-21	02-12-21	16-12-21
					Mixte	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**	**Mixte**		**Mixte**		**Mixte**				**Visio**	**Visio**
CASAERT	Léon	01-10-20		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	D	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
DOLIMONT	Adrien	25-06-19		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	D	PT	PT	J	PT	E	PT	PT	PT
BANGISA	Gaëtan	01-10-20		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	D	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
CHARLIER	Philippe	01-07-18		PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	D	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT
DENYS	Laurence	25-06-19	24-02-21	PT	PT	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
LO RUSSO	Antonella	24-02-21		n.a.	n.a.	n.a.	PT	PT	PT	PT	PT	PT	D	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT	PT

Comité d'audit

Nom	Prénom	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	03-05-21	23-11-21
CHARLET	Eric	26-11-20		PT	PT
CHOËL	Manon	03-12-18		PT	E
FELON	Maxime	25-06-19		PT	PT
GRENIER	Dominique	01-07-18		PT	PT
PERIN	Mathieu	25-06-19		PT	PT

Comité de rémunération

Nom	Prénom	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	29-04-21
LAURENT	Christine	25-06-19		PT
LIPPE	Laurent	01-03-17		E
LORAND	Francis	01-03-17		PT
MOULIN	Mathieu	23-09-20		E
TOUSSAINT	Marie-France	25-06-19		PT

Annexe 2 : Fiche récapitulative des montants versés aux Président et Vice-Président

Mois	Montants versés	
	Président	Vice-Président
janv-21	2.100,00 €	1.550,00 €
févr-21	2.100,00 €	1.550,00 €
mars-21	2.100,00 €	1.550,00 €
avr-21	2.100,00 €	1.550,00 €
mai-21	2.100,00 €	1.550,00 €
juin-21	2.100,00 €	1.550,00 €
juil-21	2.100,00 €	1.550,00 €
août-21	2.100,00 €	1.550,00 €
sept-21	2.100,00 €	1.550,00 €
oct-21	2.100,00 €	1.550,00 €
nov-21	2.100,00 €	1.550,00 €
déc-21	2.100,00 €	861,11 €
	25.200,00 €	17.911,11 €
Présence	100,0%	96,3%

9.5 STATISTIQUES COLLECTES

2021 - TABLEAU DE L'INDICE : COLLECTE SELECTIVE DE VERRE

Entités	Coefficient	Indice Collecte Sélectives			KG Collectés	Population par Entité	Kg Moyen P/An/ Hab.	Kg de Réf. Svt Pds Moyen	Ecart Poids Moyen	Boni/Mali Calculé sur Prix moyen/Kg	Résultat Net	% Boni Mali	FOST +	Bonifications C.A	Coût Net
		Variables (Temps)	Fixes (hab)	TOTAL											
		927,731.07 €	180,054.48 €	1,107,785.55 €											
Aiseau	2.4950%	23,146.89 €	4,604.68 €	27,751.57 €	278,400	10,790	25.80	241,200	-37,200.35	-4,369.36 €	23,382.21 €	-0.39443%	-19,441.16 €	-3,340.80 €	600.25 €
Anderlues	3.1420%	29,149.31 €	5,304.13 €	34,453.44 €	272,540	12,429	21.93	277,838	5,297.86	622.26 €	35,075.70 €	0.05617%	-21,300.33 €	-3,270.48 €	10,504.88 €
Chapelle-lez-Herlaimont	3.2650%	30,290.42 €	6,288.23 €	36,578.64 €	304,400	14,735	20.66	329,386	24,986.18	2,934.75 €	39,513.39 €	0.26492%	-25,034.59 €	-3,652.80 €	10,826.00 €
Charleroi	44.3270%	411,235.35 €	86,134.81 €	497,370.17 €	4,075,465	201,837	20.19	4,511,864	436,399.17	51,257.18 €	548,627.35 €	4.62703%	-336,416.76 €	-48,905.58 €	163,305.01 €
Châtelet	6.8530%	63,577.41 €	15,178.37 €	78,755.78 €	703,280	35,567	19.77	795,065	91,784.70	10,780.55 €	89,536.34 €	0.97317%	-59,229.23 €	-8,439.36 €	21,867.75 €
Courcelles	8.1560%	75,665.75 €	13,252.00 €	88,917.75 €	779,640	31,053	25.11	694,159	-85,481.26	-10,040.19 €	78,877.56 €	-0.90634%	-56,011.01 €	-9,355.68 €	13,510.87 €
Farciennes	2.2580%	20,948.17 €	4,801.41 €	25,749.58 €	211,960	11,251	18.84	251,505	39,544.85	4,644.73 €	30,394.31 €	0.41928%	-18,211.74 €	-2,543.52 €	9,639.06 €
Fleurus	6.1120%	56,702.92 €	9,804.68 €	66,507.60 €	518,680	22,975	22.58	513,583	-5,096.86	-598.65 €	65,908.95 €	-0.05404%	-39,814.99 €	-6,224.16 €	19,869.80 €
Fontaine-l'Evêque	3.5590%	33,017.95 €	7,664.08 €	40,682.03 €	379,995	17,959	21.16	401,455	21,460.47	2,520.64 €	43,202.67 €	0.22754%	-30,603.20 €	-4,559.94 €	8,039.53 €
Gerpinnes	3.9050%	36,227.90 €	5,434.72 €	41,662.61 €	388,840	12,735	30.53	284,678	-104,161.82	-12,234.31 €	29,428.31 €	-1.10440%	-24,745.63 €	-4,666.08 €	16.60 €
Ham-sur-Heure/ Nalinnes	4.1160%	38,185.41 €	5,827.33 €	44,012.74 €	445,290	13,655	32.61	305,244	-140,046.14	-16,449.09 €	27,563.65 €	-1.48488%	-27,286.16 €	-5,343.48 €	-5,065.99 €
Les bons Villers	3.1880%	29,576.07 €	4,038.38 €	33,614.44 €	267,480	9,463	28.27	211,536	-55,944.10	-6,570.90 €	27,043.54 €	-0.59316%	-17,876.18 €	-3,209.76 €	5,957.60 €
Montigny-le-Tilleul	2.9780%	27,627.83 €	4,323.02 €	31,950.85 €	327,660	10,130	32.35	226,446	-101,213.99	-11,888.07 €	20,062.78 €	-1.07315%	-20,063.37 €	-3,931.92 €	-3,932.51 €
Pont-à-Celles	5.6450%	52,370.42 €	7,398.64 €	59,769.06 €	477,880	17,337	27.56	387,551	-90,328.71	-10,609.54 €	49,159.52 €	-0.95773%	-32,292.41 €	-5,734.56 €	11,132.55 €
Total GL	100.00%	927,721.79 €	180,054.48 €	1,107,776.27 €	9,431,510	421,916	22.35	9,431,510	0.00	-0.00 €	1,107,776.27 €	0.000000%	-728,326.76 €	-113,178.12 €	266,271.39 €

2021 - TABLEAU DE L'INDICE : COLLECTE SELECTIVE DE PAPIERS /CARTONS

Entités	Coefficient	Indice Collecte Sélectives			KG Collectés	Population par Entité	Kg Moyen P/An/ Hab.	Kg de Réf. Svt Pds Moyen	Ecart Poids Moyen	Boni/Mali Calculé sur Prix moyen/ Kg	Résultat Net	% Boni Mali	FOST +	Bonifications C.A	Coût Net
		Variables (Temps)	Fixes (hab)	TOTAL											
		1,183,742.40€	182,967.09€	1,366,709.49€											
Aiseau	2.4790%	29,344.97 €	4,679.17 €	34,024.14 €	395,640	10,790	36.67	385,103.2	-10,536.76	-956.28 €	**33,067.86 €**	-0.06997%	-20,892.92 €	-27,535.47 €	**-15,360.54 €**
Anderlues	2.5390%	30,055.22 €	5,389.93 €	35,445.15 €	404,060	12,429	32.51	443,600.4	39,540.39	3,588.56 €	**39,033.71 €**	0.26258%	-23,233.27 €	-27,901.72 €	**-12,101.28 €**
Chapelle-lez-Herlaimont	2.8270%	33,464.40 €	6,389.95 €	39,854.34 €	447,210	14,735	30.35	525,903.3	78,693.26	7,141.95 €	**46,996.30 €**	0.52258%	-27,085.18 €	-31,518.20 €	**-11,607.08 €**
Charleroi	51.1870%	605,922.22 €	87,528.15 €	693,450.37 €	7,403,870	201,837	36.68	7,203,714.8	-200,155.22	-18,165.46 €	**675,284.92 €**	-1.32918%	-402,016.83 €	-515,200.27 €	**-241,932.19 €**
Châtelet	6.3000%	74,575.77 €	15,423.90 €	89,999.67 €	1,102,130	35,567	30.99	1,269,413.1	167,283.06	15,182.08 €	**105,181.76 €**	1.11089%	-65,784.15 €	-76,133.22 €	**-36,735.61 €**
Courcelles	7.4330%	87,987.57 €	13,466.37 €	101,453.94 €	1,132,650	31,053	36.47	1,108,305.0	-24,345.01	-2,209.48 €	**99,244.47 €**	-0.16167%	-60,866.60 €	-79,400.73 €	**-41,022.86 €**
Farciennes	2.0150%	23,852.41 €	4,879.08 €	28,731.49 €	347,897	11,251	30.92	401,556.7	53,659.68	4,869.98 €	**33,601.47 €**	0.35634%	-20,507.14 €	-24,240.16 €	**-11,145.82 €**
Fleurus	5.6680%	67,094.52 €	9,963.28 €	77,057.80 €	823,263	22,975	35.83	819,995.1	-3,267.92	-296.59 €	**76,761.22 €**	-0.02170%	-44,912.19 €	-57,382.19 €	**-25,533.17 €**
Fontaine-l'Evêque	3.0270%	35,831.88 €	7,788.06 €	43,619.94 €	515,200	17,959	28.69	640,970.3	125,770.26	11,414.51 €	**55,034.45 €**	0.83521%	-31,892.54 €	-33,874.83 €	**-10,732.92 €**
Gerpinnes	3.5640%	42,188.58 €	5,522.63 €	47,711.21 €	529,380	12,735	41.57	454,521.8	-74,858.24	-6,793.90 €	**40,917.31 €**	-0.49712%	-26,225.63 €	-36,101.55 €	**-21,409.87 €**
Ham-sur-Heure/ Nalinnes	3.1890%	37,749.55 €	5,921.59 €	43,671.14 €	519,690	13,655	38.06	487,357.3	-32,332.75	-2,934.42 €	**40,736.72 €**	-0.21471%	-26,758.70 €	-35,182.73 €	**-21,204.71 €**
Les bons Villers	2.5380%	30,043.38 €	4,103.70 €	34,147.08 €	357,180	9,463	37.74	337,741.6	-19,438.39	-1,764.17 €	**32,382.92 €**	-0.12909%	-18,732.14 €	-25,074.29 €	**-11,423.51 €**
Montigny-le-Tilleul	2.4760%	29,309.46 €	4,392.95 €	33,702.41 €	452,830	10,130	44.70	361,547.3	-91,282.96	-8,284.55 €	**25,417.86 €**	-0.60619%	-21,534.60 €	-31,905.67 €	**-28,022.41 €**
Pont-à-Celles	4.7540%	56,275.11 €	7,518.32 €	63,793.44 €	627,500	17,337	36.19	618,770.6	-8,729.39	-792.25 €	**63,001.18 €**	-0.05797%	-33,536.63 €	-44,484.41 €	**-15,019.85 €**
Total GL	100.00%	1,183,695.05 €	182,967.09 €	1,366,662.14 €	15,058,500	421,916	35.69	15,058,500.3	0.00	0.00 €	**1,366,662.14 €**	0.000000%	-823,978.51 €	-1,045,935.45 €	**-503,251.83 €**

Entités	Coefficient	Indice Collecte Sélectives			KG Collectés	Population par Entité	Kg Moyen P/An/ Hab.	Kg de Réf. Svt Pds Moyen	Ecart Poids Moyen	Boni/Mali Calculé sur Prix moyen/ Kg	Résultat Net	% Boni Mali	FOST +	Coût Net
		Variables (Temps)	Fixes (hab)	TOTAL										
		1,183,742.40€	182,967.09€	1,366,709.49€										
Aiseau	3.3940%	131,667.02 €	3,108.65 €	134,775.67 €	245,540	10,790	22.76	198,005.0	-47,535.02	-24,563.67 €	**110,212.00 €**	-0.6140%	-117,379.70 €	**-7,167.70 €**
Anderlues	3.3510%	129,998.87 €	3,580.85 €	133,579.73 €	227,680	12,429	18.32	228,081.9	401.91	207.69 €	**133,787.41 €**	0.0052%	-105,599.35 €	**28,188.06 €**
Chapelle-lez-Herlaimont	3.3560%	130,192.84 €	4,245.22 €	134,438.07 €	259,540	14,735	17.61	270,398.8	10,858.82	5,611.28 €	**140,049.35 €**	0.1402%	-123,213.97 €	**16,835.38 €**
Charleroi	42.3830%	1,644,208.38 €	58,150.16 €	1,702,358.55 €	3,575,379	201,837	17.71	3,703,867.5	128,488.49	66,396.27 €	**1,768,754.82 €**	1.6595%	-1,689,403.49 €	**79,351.33 €**
Châtelet	7.1490%	277,338.69 €	10,247.02 €	287,585.71 €	663,520	35,567	18.66	652,682.4	-10,837.61	-5,600.32 €	**281,985.38 €**	-0.1400%	-309,305.89 €	**-27,320.51 €**
Courcelles	8.5820%	332,930.57 €	8,946.51 €	341,877.08 €	598,920	31,053	19.29	569,846.9	-29,073.06	-15,023.47 €	**326,853.61 €**	-0.3755%	-275,953.52 €	**50,900.09 €**
Farciennes	2.6580%	103,114.60 €	3,241.46 €	106,356.06 €	282,700	11,251	25.13	206,464.7	-76,235.31	-39,394.51 €	**66,961.55 €**	-0.9846%	-132,359.60 €	**-65,398.05 €**
Fleurus	6.1820%	239,824.84 €	6,619.20 €	246,444.04 €	432,220	22,975	18.81	421,609.3	-10,610.70	-5,483.07 €	**240,960.97 €**	-0.1370%	-200,466.78 €	**40,494.20 €**
Fontaine-l'Evêque	4.2560%	165,107.49 €	5,174.07 €	170,281.56 €	311,200	17,959	17.33	329,561.8	18,361.76	9,488.42 €	**179,769.98 €**	0.2372%	-147,796.93 €	**31,973.05 €**
Gerpinnes	3.8580%	149,667.46 €	3,669.01 €	153,336.47 €	232,800	12,735	18.28	233,697.3	897.25	463.65 €	**153,800.13 €**	0.0116%	-108,660.23 €	**45,139.89 €**
Ham-sur-Heure/ Nalinnes	4.4910%	174,224.10 €	3,934.07 €	178,158.16 €	249,800	13,655	18.29	250,580.0	779.98	403.05 €	**178,561.22 €**	0.0101%	-115,983.03 €	**62,578.18 €**
Les bons Villers	2.6910%	104,394.80 €	2,726.33 €	107,121.13 €	163,020	9,463	17.23	173,653.5	10,633.48	5,494.84 €	**112,615.97 €**	0.1373%	-78,172.15 €	**34,443.82 €**
Montigny-le-Tilleul	2.4820%	96,286.84 €	2,918.50 €	99,205.34 €	176,060	10,130	17.38	185,893.5	9,833.46	5,081.43 €	**104,286.77 €**	0.1270%	-83,620.71 €	**20,666.06 €**
Pont-à-Celles	5.1660%	200,410.08 €	4,994.87 €	205,404.95 €	324,111	17,337	18.69	318,147.6	-5,963.43	-3,081.60 €	**202,323.35 €**	-0.0770%	-150,882.54 €	**51,440.82 €**
Total GL	100.00%	3,879,366.59 €	121,555.93 €	4,000,922.52 €	7,742,490	421,916	18.35	7,742,490.0	0.0	0.00 €	**4,000,922.52 €**	0.0000%	-3,638,797.88 €	**362,124.63 €**

DETAIL DES COTISATIONS APPELEES POUR COUVRIR LES FRAIS D'EXPLOITATION 2021 - SECTEUR 1

Entités	T.Sacs/Poubelles à Puce			Kg / an / hab	Collecte OM		Sous-Total	COLL SP & Bonif NET	Sous-Total	Collectes Sélectives (déd. Fost / CA)	Boni Mali S/Coll.Sélect.	Total Collectes Sélectives	TOTAL INDICE COLLECTES
	Ménages	Hors ménages	TOTAL		Frais Variables (Ton)	Frais Fixes (hab)							
Aiseau	1,625.748	11.119	**1,636.867**	151	185,915.61 €	23,858.08 €	**209,773.69 €**	44,016.16 €	253,789.85 €	7,961.33 €	-29,889.31 €	-21,927.97 €	**231,861.88 €**
Anderlues	1,850.746	19.535	**1,870.281**	149	212,426.84 €	27,482.12 €	**239,908.96 €**	46,982.94 €	286,891.91 €	22,173.16 €	4,418.51 €	26,591.65 €	**313,483.56 €**
Chapelle-lez-Herlaimont	2,855.080	14.816	**2,869.896**	194	325,963.24 €	32,580.98 €	**358,544.22 €**	-3,177.45 €	355,366.77 €	366.32 €	15,687.98 €	16,054.30 €	**371,421.08 €**
Charleroi	41,322.107	233.352	**41,555.459**	205	4,719,875.58 €	446,287.62 €	**5,166,163.20 €**	-121,677.81 €	5,044,485.40 €	-98,763.84 €	99,488.00 €	724.15 €	**5,045,209.55 €**
Châtelet	7,216.255	14.816	**7,231.071**	203	821,306.18 €	78,643.22 €	**899,949.40 €**	-13,581.16 €	886,368.23 €	-62,550.68 €	20,362.32 €	-42,188.37 €	**844,179.87 €**
Courcelles	4,915.572	53.462	**4,969.034**	158	564,383.66 €	68,662.19 €	**633,045.86 €**	118,555.97 €	751,601.83 €	50,661.23 €	-27,273.13 €	23,388.10 €	**774,989.93 €**
Farciennes	1,618.783	8.287	**1,627.070**	144	184,802.87 €	24,877.41 €	**209,680.28 €**	49,126.06 €	258,806.34 €	-37,025.03 €	-29,879.79 €	-66,904.82 €	**191,901.52 €**
Fleurus	4,247.861	7.408	**4,255.269**	185	483,314.12 €	50,800.69 €	**534,114.81 €**	-13,300.27 €	520,814.54 €	41,209.14 €	-6,378.31 €	34,830.83 €	**555,645.37 €**
Fontaine-l'Evêque	3,489.269	0.000	**3,489.269**	194	396,311.72 €	39,709.66 €	**436,021.39 €**	-8,389.26 €	427,632.12 €	5,856.09 €	23,423.56 €	29,279.66 €	**456,911.78 €**
Gerpinnes	1,491.863	35.965	**1,527.828**	117	173,530.89 €	28,158.73 €	**201,689.61 €**	49,938.29 €	251,627.90 €	42,311.17 €	-18,564.55 €	23,746.63 €	**275,374.53 €**
Ham-sur-Heure/ Nalinnes	1,582.033	22.030	**1,604.063**	116	182,189.67 €	30,192.97 €	**212,382.64 €**	41,905.08 €	254,287.72 €	55,287.94 €	-18,980.46 €	36,307.47 €	**290,595.19 €**
Les bons Villers	1,142.021	33.738	**1,175.759**	121	133,542.89 €	20,923.91 €	**154,466.81 €**	37,254.22 €	191,721.03 €	31,818.14 €	-2,840.23 €	28,977.91 €	**220,698.94 €**
Montigny-le-Tilleul	1,390.077	10.441	**1,400.518**	137	159,071.06 €	22,398.74 €	**181,469.79 €**	43,865.07 €	225,334.86 €	3,802.33 €	-15,091.20 €	-11,288.86 €	**214,045.99 €**
Pont-à-Celles	2,347.109	31.412	**2,378.521**	135	270,152.73 €	38,334.34 €	**308,487.07 €**	70,570.96 €	379,058.03 €	62,036.90 €	-14,483.39 €	47,553.51 €	**426,611.55 €**
Total GL	77,094.523	496.381	**77,590.904**	182.7	8,812,787.08 €	932,910.66 €	**9,745,697.74 €**	342,088.79 €	10,087,786.53 €	125,144.20 €	0.00 €	125,144.20 €	**10,212,930.73 €**

DETAIL DES COTISATIONS APPELEES POUR COUVRIR LES FRAIS D'EXPLOITATION 2021 - SECTEUR 1 -

Entités	Tonnage	Frais variables	Population	Frais Fixes	S/TOTAL	TOTAL Bonif & Subside	TOTAL INDICE TRAITEMENT	TOTAL INDICE PARCS	Bonus Charroi	TOTAL
	INDICE TRAITEMENT									
Aiseau	1,880.054	167,703.99 €	10,790	185,249.09 €	**352,953.08 €**	**-59,922.53 €**	**293,030.54 €**	**312,296.54 €**	-25,828.87 €	**811,360.09 €**
Anderlues	2,201.299	196,359.52 €	12,429	213,388.40 €	**409,747.92 €**	**-114,461.45 €**	**295,286.47 €**	**359,734.35 €**	1,100.65 €	**969,605.04 €**
Chapelle-lez-Herlaimont	3,731.609	332,865.79 €	14,735	252,979.17 €	**585,844.97 €**	**-64,591.42 €**	**521,253.54 €**	**426,477.25 €**	1,865.80 €	**1,321,017.67 €**
Charleroi	63,661.386	5,678,702.31 €	201,837	3,465,256.68 €	**9,143,958.99 €**	**-2,171,067.66 €**	**6,972,891.33 €**	**5,841,797.61 €**	31,830.69 €	**17,891,729.18 €**
Châtelet	9,766.798	871,214.73 €	35,567	610,635.24 €	**1,481,849.96 €**	**-247,841.69 €**	**1,234,008.27 €**	**1,029,420.85 €**	4,883.40 €	**3,112,492.39 €**
Courcelles	5,938.909	529,760.62 €	31,053	533,136.22 €	**1,062,896.84 €**	**-323,388.98 €**	**739,507.86 €**	**898,771.49 €**	2,969.45 €	**2,416,238.73 €**
Farciennes	1,828.699	163,123.05 €	11,251	193,163.79 €	**356,286.84 €**	**-58,492.51 €**	**297,794.33 €**	**325,639.33 €**	-26,932.40 €	**788,402.77 €**
Fleurus	6,057.734	540,360.03 €	22,975	394,448.35 €	**934,808.38 €**	**-242,763.39 €**	**692,044.99 €**	**664,968.76 €**	3,028.87 €	**1,915,687.99 €**
Fontaine-l'Evêque	4,661.974	415,855.92 €	17,959	308,330.71 €	**724,186.63 €**	**-164,910.14 €**	**559,276.49 €**	**519,789.95 €**	2,330.99 €	**1,538,309.20 €**
Gerpinnes	1,961.300	174,951.26 €	12,735	218,641.99 €	**393,593.25 €**	**-117,204.70 €**	**276,388.55 €**	**368,590.95 €**	980.65 €	**921,334.69 €**
Ham-sur-Heure/ Nalinnes	1,946.141	173,599.08 €	13,655	234,437.10 €	**408,036.18 €**	**-135,477.97 €**	**272,558.20 €**	**395,218.65 €**	973.07 €	**959,345.11 €**
Les bons Villers	1,347.092	120,162.86 €	9,463	162,466.37 €	**282,629.23 €**	**-106,576.35 €**	**176,052.88 €**	**273,888.98 €**	673.55 €	**671,314.34 €**
Montigny-le-Tilleul	1,594.804	142,259.20 €	10,130	173,917.82 €	**316,177.02 €**	**-91,318.15 €**	**224,858.87 €**	**293,194.06 €**	797.40 €	**732,896.33 €**
Pont-à-Celles	2,653.506	236,697.19 €	17,337	297,651.84 €	**534,349.03 €**	**-159,668.87 €**	**374,680.17 €**	**501,787.31 €**	1,326.75 €	**1,304,405.78 €**
Total GL	109,231.306	9,743,615.55 €	421,916	7,243,702.77 €	**16,987,318.32 €**	**-4,057,685.82 €**	**12,929,632.50 €**	**12,211,576.08 €**	0.00 €	**35,354,139.33 €**

DETAIL DES COTISATIONS APPELEES POUR COUVRIR LES FRAIS D'EXPLOITATION 2021 - SECTEUR 1

Entités	TOTAL	Bonification Subs. Prévention	Retrocessions Sacs	Poubelles à Puce	COÛT Net	Provisions			Solde Financier par rapport au Coût Net	Documents à Emettre	** COÛT Vérité
						Documents Emis (fact/N de Crédit)	Versements (App.de fds-N.C)	Solde des Provisions			
Aiseau	**811,360.09 €**	-16,725.05 €	- €	78,992.00 €	**873,627.03 €**	876,049.36 €	-796,595.21 €	**79,454.15 €**	77,031.82 €	**-2,422.33 €**	**717,439.95 €**
Anderlues	**969,605.04 €**	-18,201.98 €	- €	90,896.00 €	**1,042,299.05 €**	1,030,507.93 €	-1,030,507.93 €	**- €**	11,791.12 €	**11,791.12 €**	**830,393.08 €**
Chapelle-lez-Herlaimont	**1,321,017.67 €**	-11,984.10 €	-230,596.10 €	- €	**1,078,437.47 €**	1,097,025.66 €	-1,100,055.93 €	**-3,030.27 €**	-21,618.46 €	**-18,588.19 €**	**982,750.11 €**
Charleroi	**17,891,729.18 €**	-143,641.62 €	-3,327,454.62 €	- €	**14,420,632.95 €**	13,637,640.04 €	-13,884,774.25 €	**-247,134.21 €**	535,858.70 €	**782,992.91 €**	**12,436,648.75 €**
Châtelet	**3,112,492.39 €**	-28,231.16 €	-574,495.85 €	- €	**2,509,765.37 €**	2,496,469.01 €	-2,524,409.01 €	**-27,940.00 €**	-14,643.64 €	**13,296.36 €**	**2,267,232.35 €**
Courcelles	**2,416,238.73 €**	-44,499.95 €	- €	221,384.00 €	**2,593,122.78 €**	2,579,698.03 €	-2,579,698.03 €	**- €**	13,424.75 €	**13,424.75 €**	**2,010,666.88 €**
Farciennes	**788,402.77 €**	-19,071.70 €	- €	71,792.00 €	**841,123.08 €**	881,780.36 €	-808,298.81 €	**73,481.55 €**	32,824.27 €	**-40,657.28 €**	**680,033.51 €**
Fleurus	**1,915,687.99 €**	-18,860.64 €	-341,209.09 €	- €	**1,555,618.26 €**	1,548,460.12 €	-1,085,209.40 €	**463,250.72 €**	470,408.86 €	**7,158.14 €**	**1,358,320.65 €**
Fontaine-l'Evêque	**1,538,309.20 €**	-13,816.40 €	-276,789.54 €	- €	**1,247,703.26 €**	1,243,707.46 €	-1,249,243.82 €	**-5,536.36 €**	-1,540.56 €	**3,995.80 €**	**1,147,751.53 €**
Gerpinnes	**921,334.69 €**	-20,091.65 €	- €	96,240.00 €	**997,483.04 €**	981,641.97 €	-981,641.97 €	**- €**	15,841.07 €	**15,841.07 €**	**767,634.85 €**
Ham-sur-Heure/ Nalinnes	**959,345.11 €**	-15,629.69 €	- €	100,016.00 €	**1,043,731.42 €**	1,028,096.30 €	-1,028,096.30 €	**- €**	15,635.12 €	**15,635.12 €**	**884,384.58 €**
LesbonsVillers	**671,314.34 €**	-15,562.80 €	- €	66,872.00 €	**722,623.55 €**	735,572.14 €	-735,572.14 €	**- €**	-12,948.59 €	**-12,948.59 €**	**551,175.30 €**
Montigny-le-Tilleul	**732,896.33 €**	-15,951.32 €	- €	76,672.00 €	**793,617.01 €**	756,422.26 €	-756,422.26 €	**- €**	37,194.75 €	**37,194.75 €**	**638,970.07 €**
Pont-à-Celles	**1,304,405.78 €**	-27,116.39 €	- €	117,544.00 €	**1,394,833.39 €**	1,395,244.46 €	-1,278,974.07 €	**116,270.39 €**	115,859.32 €	**-411.07 €**	**1,138,274.92 €**
TotalGL	**35,354,139.31 €**	-409,384.45 €	-4,750,545.20 €	920,408.00 €	**31,114,617.67 €**	30,288,315.10 €	-29,839,499.13 €	**448,815.97 €**	1,275,118.54 €	**826,302.57 €**	**26,411,676.56 €**

Rapport de Gestion
Exercice 2021
Pour tout renseignement
0800 94 234
Le rapport est téléchargeable
www.tibi.be
Tibi
Rue du Déversoir, 1
6010 Charleroi (Couillet)